

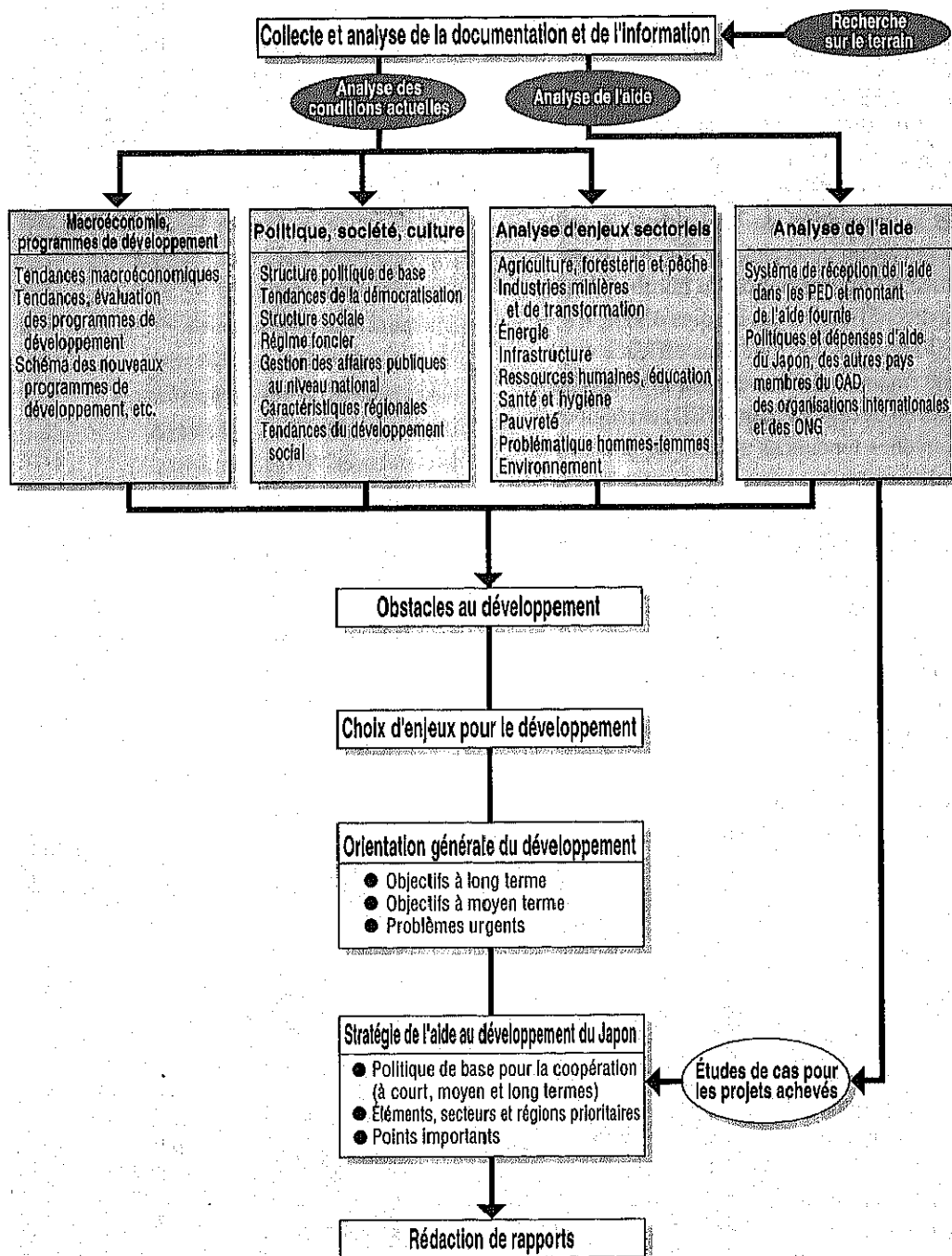
En outre, des travaux sur 16 thèmes de recherche ont été réalisés à l'extérieur par des chercheurs invités. L'objectif de ce système est de recruter des spécialistes pour des recherches dans des domaines spécifiques et de constituer un réseau avec les universités et les institutions de recherche. Nous avons également organisé trois conférences internationales sur le transfert de technologie*. Le personnel de pays développés et en développement ainsi que d'agences internationales dont le travail est lié à la coopération technique a été invité à prendre

part à ces réunions. Ces dernières ont été pour les participants l'occasion d'un échange d'informations et de vues sur des thèmes exigeant une coopération entre plusieurs donateurs* (pays et organismes donateurs), tels que la problématique hommes-femmes* et la coopération Sud-Sud*.

Les résultats des recherches au cours de l'exercice 2001 sont indiqués dans le Tableau 3-14.

Actuellement, nous renforçons le système de recherche, afin d'être en mesure de publier en temps utile des résultats

Figure 3-15 Déroulement de l'étude de l'APD du Japon par pays



intéressants pour les programmes. Désormais, nous pouvons effectuer plus rapidement des travaux de recherche qui correspondent mieux aux besoins, et notamment établir des rapports de grande qualité peu de temps après la constitution d'un groupe de recherche. Nous nous efforçons de recueillir des commentaires de divers intervenants sur les projets de rapports et de présenter les résultats des recherches au moyen des technologies de l'information (TI), notamment par l'accès à la page d'accueil de la JICA et l'échange de

courrier électronique.

Nous exploitons les résultats des études pour diverses activités : formulation de lignes directrices pour les programmes de la JICA, amélioration des méthodes d'aide et préparation de supports de cours utilisés pour la formation des experts.

Front Line

Comité d'Étude de l'APD du Japon au Cambodge

Institut de
Coopération
Internationale

« Renforcer ses Capacités Institutionnelles pour Favoriser le Développement Économique » une Nécessité pour le Cambodge

Recherche

◆ De la reprise et de la reconstruction au renforcement des capacités institutionnelles

Les troubles politiques et les conflits qui accablaient le Cambodge depuis la fin des années 1970 ont pris fin avec la conclusion des accords de paix de Paris en octobre 1991. Actuellement, le Cambodge a progressé dans ses efforts de remise en état et de reconstruction avec l'aide de différents pays et organismes internationaux. Toutefois, les dégâts et les pertes occasionnés par les longues périodes de bouleversement des bases économiques et sociales du pays, ainsi que les pertes en ressources humaines, ont été trop importants et trop profonds. Aussi, de sérieux obstacles se dressent-ils encore à divers niveaux du processus de développement du Cambodge.

Conscient du fait que la stabilité à long terme de ce pays est essentielle à la paix, à la sécurité et au développement de la région Asie-Pacifique, le Japon a décidé de jouer un rôle essentiel dans le soutien au Cambodge, notamment par une aide énergique dans la conclusion du processus de paix.

C'est dans ce cadre que le Comité d'étude de l'APD du Japon au Cambodge a été instauré, afin d'aider encore plus efficacement ce pays actuellement dans la phase de transition entre la reprise et la reconstruction et le renforcement à grande échelle de ses capacités nationales, en vue de développer son économie. Ce comité s'efforce d'autre part d'énoncer

les perspectives à moyen terme et les orientations de l'aide japonaise au Cambodge.

◆ Échanges de vues avec le premier ministre Hun Sen

Fort de la participation dans ses rangs de 24 experts japonais spécialistes de ce pays, le comité s'est livré à des échanges de vues avec des organisations non gouvernementales (ONG) japonaises et Hun Sen, premier ministre du Cambodge. Les conclusions de ces échanges ont ensuite été consignées dans un rapport en octobre 2001. Basé sur la prise de conscience fondamentale du fait que le « renforcement des capacités nationales » pour un développement à moyen et long termes est essentiel, après la phase de reprise et de reconstruction consécutive à la guerre civile, le rapport énonce diverses recommandations concernant les principaux objectifs et l'orientation de l'aide japonaise au Cambodge.

Cette dernière poursuit essentiellement deux objectifs : d'une part, aider le pays à instaurer un appareil d'État qui permette sa reconstruction après les conflits et former une nouvelle société civile, et d'autre part, l'aider à fonder les bases d'un développement durable* à moyen terme, tout en s'efforçant de réduire l'extrême pauvreté de ses habitants.

Plus précisément, l'établissement de l'appareil d'État devra s'articuler en



Enquête effectuée dans une commune

priorité autour de l'instauration d'une bonne gestion des affaires publiques* et la création d'infrastructures*. Afin d'établir des bases solides pour un développement durable, il faudra par ailleurs que l'on se concentre sur la valorisation des ressources humaines. Enfin, pour réduire la pauvreté extrême qui sévit au Cambodge, il faudra concentrer les efforts sur les villages ruraux, qui abritent 80 % des citoyens et dont la population augmente rapidement. C'est pourquoi l'aide fait une large place à l'agriculture et au développement rural, à l'amélioration des perspectives d'emploi, ainsi qu'à la conservation des ressources naturelles et de l'environnement.

Le rapport élaboré par le comité est disponible dans son intégralité (en anglais) sur le site Web de la JICA.

(Institut de coopération internationale, JICA)

Valorisation et Éducation des Ressources Humaines

— Recrutement et Formation d'Experts de la Coopération Technique —



Futurs experts assistant à un atelier de formation

Formation et Recrutement des Ressources Humaines

■ Nécessité d'une Diversification des Ressources Humaines

La coopération technique se fonde sur la promotion du développement par le transfert de technologie de personne à personne. Les experts de la coopération technique doivent donc disposer de compétences reposant sur l'expérience, d'aptitudes en matière de communication, d'une bonne perception de la méthodologie du transfert de technologie* et d'une parfaite connaissance des conditions prévalant dans le pays bénéficiaire.

Les experts sont par ailleurs appelés à collaborer au plus petit niveau de détail avec les agents d'autres donateurs* (pays et organismes donateurs), de manière à fournir une aide aussi efficace que possible. Leur rôle consiste non seulement à comprendre les mécanismes et les évolutions en matière d'aide, mais aussi à faire preuve de capacités de coordination et de négociation avec leurs homologues locaux*. La JICA détache près de 3 000 experts chaque année. Trouver des personnes répondant à ces critères n'est pas aisé et une formation approfondie s'avère par conséquent indispensable.

Par ailleurs, ces toutes dernières années, les pays en développement (PED) ont nettement étendu l'éventail de la spécialisation recherchée en matière de ressources humaines. Les demandes des PED ont davantage porté sur l'affectation d'experts dans des domaines intellectuels se rapportant notamment aux technologies de l'information (TI), à la politique environnementale, à l'élaboration des systèmes juridiques et à la transition vers une économie de marché. Il a parfois été difficile de trouver du personnel adéquat dans ces domaines. Aussi, la formation de ressources humaines capables de répondre à ces besoins constitue-elle un défi à relever de toute urgence.

■ Réponse à de Nouveaux Défis

Au sein de la JICA, ces fonctions sont assumées par le Département de l'affectation des ressources humaines et l'Institut de coopération internationale, tous deux activement engagés dans le recrutement et la formation de personnel. Afin d'amé-

liorer la formation de l'effectif de l'aide capable de répondre aux nouveaux défis du développement, l'Agence a inauguré durant l'exercice 2001 deux nouveaux dispositifs : d'une part, un nouveau système de formation, appelé « Spécialistes juniors (phase 2) », qui prévoit un stage pratique supplémentaire avec des spécialistes juniors ayant terminé la phase initiale de la formation, et d'autre part, un programme de renforcement des capacités des organisations non gouvernementales (ONG), pour aider au développement des ressources humaines dans ces mêmes organisations.

Recrutement des Experts

Les dispositifs ci-dessous doivent permettre de former des personnes hautement qualifiées afin de réagir rapidement et d'une manière appropriée aux demandes d'envoi d'experts soumises par les PED.

1. Spécialistes du Développement

Des experts disposant d'une grande expérience de la coopération internationale et de hautes compétences techniques sont recrutés pour des postes clés touchant à des activités à l'étranger (notamment comme chefs de projets de la coopération technique) ou au Japon (membres d'un comité consultatif pour les études de développement, responsables de stages de formation ou directeurs d'études et de recherches). Au cours de l'exercice 2001, 93 spécialistes du développement* ont été recrutés.

2. Spécialistes Temporaires

Les spécialistes temporaires sont principalement recrutés parmi les experts rentrés au Japon et qui attendent une nouvelle affectation outre-mer. Vingt-et-un nouveaux spécialistes temporaires ont été recrutés au cours de l'exercice 2001.

3. Conseillers Techniques Spécialisés

Des experts confirmés et hautement spécialisés, ayant une grande expérience sont recrutés pour donner des conseils concernant un vaste ensemble de questions de la coopération tech-

Formation des Experts

Les formations suivantes permettent aux experts ayant des compétences générales et spécialisées de se perfectionner en fonction des besoins des pays bénéficiaires.

nique. Trois conseillers techniques spécialisés sont employés à l'heure actuelle pour couvrir le développement dans les trois domaines que sont le secteur social, le secteur des mines et des industries de transformation et le secteur agricole.

4. Enregistrement des Experts

Les personnes qui souhaitent participer à des activités en tant qu'experts s'inscrivent auprès de la JICA, afin d'être disponibles dans les plus brefs délais pour une affectation à l'étranger en cas de besoin. À la fin de l'exercice 2001, 4 068 personnes étaient enregistrées.

5. Recrutement Ouvert au Public

Les pays et régions en développement demandent de plus en plus une aide dans le domaine intellectuel, notamment pour le soutien politique et les problèmes de portée mondiale* tels que la réduction de la pauvreté. Toutefois, il n'est pas aisé de trouver les ressources humaines capables de répondre à ces nouveaux besoins. Pour les requêtes qui ne peuvent être satisfaites par les experts enregistrés auprès de la JICA, l'Agence s'efforce de trouver les intervenants appropriés en recrutant du personnel qualifié à l'extérieur. Quatre campagnes de recrutement ouvertes au public ont été organisées au cours de l'exercice 2001 et 31 experts ont été sélectionnés.

6. Associations Régionales de Liaison pour la Coopération Internationale

Des associations régionales de liaison pour la coopération internationale sont mises en place par les antennes et les centres de la JICA au Japon. Elles ont pour mission de resserrer les liens entre les experts à leur retour au Japon après un détachement à l'étranger, d'encourager les régions du Japon à s'ouvrir à la communauté internationale et de sensibiliser le grand public à la coopération internationale.

À la fin de l'exercice fiscal 2001, 41 associations régionales de liaison regroupaient environ 3 400 membres. Elles ont pour objectifs de mieux faire connaître la coopération internationale par des séminaires et des symposiums, de fournir des informations aux experts avant leur détachement, d'élaborer des rapports et de tenir des registres.

1. Spécialistes Associés

Par l'intermédiaire de stages pratiques dans le pays et d'affectation à l'étranger, des jeunes possédant une expérience de l'aide internationale - par exemple en qualité de jeunes experts associés* (JEA ou JPO), de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ou de membres d'ONG - sont formés pour jouer un rôle d'expert ou autre dans le domaine de la coopération internationale. Ils ont été 45 nouvellement recrutés au cours de l'exercice 2001 et 110 personnes ont suivi une formation au Japon et à l'étranger.

Durant l'exercice 2001, la JICA a lancé la deuxième phase de ce programme destinée à fournir un enseignement complémentaire aux participants ayant achevé la formation initiale de spécialistes associés. Pour l'essentiel, elle est organisée au siège de la JICA et, si nécessaire, dans d'autres organismes que l'Agence.

2. Formation de Longue Durée à l'Étranger

Cette formation s'adresse au personnel du secteur privé et des organismes gouvernementaux, aux anciens JOCV et au personnel de la JICA. Son but est de renforcer leurs capacités à participer à la coopération internationale. Les stagiaires acquièrent des connaissances tant théoriques que pratiques indispensables au rôle de premier plan joué par l'expert.

Au cours de l'exercice 2001, 29 personnes ont été envoyées jusqu'à deux ans dans des établissements d'enseignement ou de recherche et dans des organismes internationaux de pays industrialisés et de PED. Les sujets étudiés concernaient notamment la santé publique et les soins médicaux, l'éducation, le développement régional, la protection de l'environnement, et le développement agricole et rural dans les PED. Les études ont été menées dans des établissements d'enseignement supérieur et de recherche aux États-Unis et en Europe, ainsi que dans les bureaux d'organismes internationaux en Thaïlande et aux Philippines. Après avoir terminé leur formation, les stagiaires reviennent au Japon et prennent part aux programmes de la JICA en tant qu'experts de la coopération technique ou sont

Tableau 3-16 Stages de formation organisés pour les futurs experts de la JICA durant l'exercice 2001

Première session Du 18 juin au 10 août	Deuxième session Du 1 ^{er} octobre au 22 novembre	Troisième session Du 15 janvier au 8 mars
Agriculture générale Développement énergétique et industriel Infrastructure* Soins de santé primaires Mesures de lutte contre la pauvreté intégrant la problématique hommes-femmes* et la perspective sociale Soutien au développement des systèmes juridiques	Milieux forestiers Conservation du milieu marin Enseignement technique et formation professionnelle Environnement global et études d'impact sur l'environnement Population et santé génésique* Pratique des méthodes d'études sociales et de la problématique hommes-femmes*	Développement de l'infrastructure rurale Foresterie Infrastructure Éducation Milieux urbains et mesures de lutte contre la pollution Salubrité de l'environnement

envoyés dans des PED dans le cadre de missions d'étude.

3. Formation de Longue Durée au Japon

Cette formation cible le même public que celui admis à participer à la formation de longue durée à l'étranger, mais elle est dispensée dans des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche au Japon. Au cours de l'exercice 2001, une formation a été lancée pour 14 personnes à l'Institut national universitaire des hautes études politiques. Dans les thèmes traités, on trouvait, entre autres, les politiques d'aide et l'économie du développement.

4. Formation pour l'Amélioration des Compétences des Experts

Cette formation est destinée aux jeunes gens, notamment les JOCV au terme de leur affectation, qui disposent d'un niveau ou de compétences techniques relativement élevés. Dans le cadre de programmes personnalisés d'une durée maximale d'un an, les participants reçoivent une formation pratique et technique au Japon et à l'étranger qui doit leur permettre de devenir des experts de la coopération technique. Au cours de l'exercice 2001, une formation a été organisée pour sept personnes.

5. Formation pour les Futurs Experts de la JICA

Cette formation doit permettre aux personnes qui seront bientôt détachées à l'étranger en qualité d'experts d'acquérir les connaissances et les compétences dont elles auront besoin. Au cours de l'exercice 2001, 139 personnes ont participé aux 17 cours, organisés chacun sur huit semaines. Le sommaire des stages est indiqué dans le Tableau 3-16.

6. Formation des Experts

Les cours suivants concernent principalement les experts en poste à l'étranger pour un an ou plus :

1) Stages en groupe avant affectation

Les experts suivent ce stage avant leur départ. Le programme comprend deux semaines de formation générale sur des aspects tels que le rôle de l'expert, les conditions locales et les règles sanitaires, ainsi que trois semaines d'apprentissage d'une langue. L'accent est mis avant tout sur le développement des techniques de communication dans les régions en développement, par une appréciation de cultures différentes et le recours à des méthodes de présentation. Au cours de l'exercice 2001, ce stage a été organisé à sept reprises et 817 personnes au total (645 experts et 172 conjointes) y ont participé.

2) Formation linguistique et technique supplémentaire

Des cours sont organisés à titre individuel pour les experts qui ont besoin d'améliorer leurs capacités linguistiques. Cette formation a été dispensée à 35 personnes durant l'exercice 2001. Pour améliorer les capacités de communication, il existe aussi un système d'enseignement des langues locales dans les

pays d'affectation. Durant l'exercice 2001, 113 personnes en ont bénéficié dans 35 pays. Une formation technique est prévue dans des institutions japonaises compétentes pour développer ou compléter les connaissances techniques des experts. Au cours de l'exercice 2001, 39 personnes ont bénéficié de cette formation.

3) Formation pour les coordinateurs de projets

Cette formation est destinée à des coordinateurs* et doit leur permettre d'améliorer leurs capacités de gestion, nécessaires à la bonne mise en œuvre des projets de coopération technique dans le cadre desquels ils seront affectés. La formation se compose de conférences sur le rôle et les activités des coordinateurs, ainsi que sur la comptabilité, les relations publiques et d'autres thèmes encore. Durant l'exercice 2001, cette formation a été organisée à cinq reprises pour un total de 60 participants.

4) Formation à la planification, au suivi et à l'évaluation

Cette formation est destinée aux chefs et coordinateurs qui seront affectés à des projets de coopération technique et doit leur permettre d'acquérir des compétences en gestion pour la mise en œuvre efficace et rationnelle des projets. La formation comporte un cours sur la planification et un cours sur le suivi et l'évaluation. Les deux cours se déroulent en parallèle sur quatre jours. Au cours de l'exercice 2001, ce stage a été organisé à six reprises pour un total de 175 participants.

7. Formation à la Mise en Application de la Coopération Internationale pour les Agents des Collectivités Locales

Cette formation est destinée à soutenir la coopération internationale assurée par les administrations locales. Elle se compose d'un stage pratique d'une semaine et de trois semaines de formation linguistique en option. Au cours de l'exercice 2001, trois sessions ont été organisées à l'Institut de coopération internationale à Tokyo et une session au Centre international d'Osaka. Au total, 74 personnes ont participé aux stages.

8. Programme de Renforcement des Capacités des ONG

Ces nouvelles activités de formation lancées par la JICA au cours de l'exercice 2001 associent d'anciens programmes liés aux ONG. Elles sont destinées à renforcer les capacités* des ONG et à promouvoir leur partenariat avec l'Agence dans le cadre de la mise en œuvre de la coopération internationale.

1) Formation du personnel des ONG

Grâce à cette formation, le personnel intermédiaire des ONG peut acquérir les techniques et les compétences requises dans le cadre de la coopération internationale et apprendre à mieux connaître les programmes de l'aide publique au développement (APD) et de la JICA. En mars 2002, 12 personnes ont participé à un cours d'une durée d'environ deux semaines (la formation comprenait par ailleurs un cours d'une semaine au Bangladesh).

2) Formation dans le cadre du partenariat JICA-ONG

Cette formation est organisée conjointement par la

JICA et le JANIC (Japan NGO Center for International Cooperation). Son objectif est de renforcer le partenariat entre le JICA et les ONG par la compréhension mutuelle de leurs concepts et méthodes de base en matière de coopération internationale. Elle s'adresse au personnel jeune des ONG et de la JICA. Un stage résidentiel sur trois jours organisé en octobre 2001 a été suivi par 16 membres du personnel d'ONG et 15 membres du personnel de la JICA.

3) Formation de longue durée au Japon pour le personnel d'ONG

Dispensée dans des écoles supérieures au Japon, cette formation s'adresse aux membres du personnel à plein temps d'ONG appelés à jouer un rôle clé dans le cadre de leurs activités futures. Au cours de l'exercice 2001, deux participants ont été sélectionnés par la JICA.

4) Envoi d'experts techniques dans des ONG

Dans le cadre de ce programme, la JICA envoie pour une durée maximale de trois mois des experts techniques sur les sites d'intervention d'ONG japonaises à l'étranger. Au cours de l'exercice 2001, cinq experts ont ainsi été détachés dans différents domaines techniques : couture, santé maternelle et infantile, gestion des déchets, organisation d'événements spor-

tifs et gestion des ressources halieutiques.

5) Programme d'initiation pratique aux activités d'ONG

Des étudiants diplômés en coopération internationale sont envoyés en formation à l'étranger sur des sites où la JICA et les ONG participent à des actions communes de développement, dans le but de mieux comprendre ces activités.

9. Formation Pratique au Sein du Réseau de la JICA

Ce système de formation est réservé à des étudiants diplômés ayant choisi l'aide au développement comme thème de recherche et qui sont susceptibles de participer à de futurs projets d'aide. Il leur offre la possibilité de suivre une formation pratique afin d'améliorer leur compréhension de la coopération internationale, que ce soit au siège de la JICA, dans ses instituts au Japon ou dans ses bureaux à l'étranger. En association avec le programme d'initiation pratique aux ONG, la formation a été dispensée à 59 personnes durant l'exercice 2001. Trente de ces jeunes diplômés ont été accueillis dans 18 des bureaux de l'Agence dans les PED (dont le Vietnam et la Bolivie) et 29 ont étudié au Japon, notamment à Tokyo et à Hiroshima.

Front Line

Formation à la Coopération Internationale pour le Personnel des ONG

Institut de
Coopération
Internationale

Renforcement des Liens avec les ONG

Recrutement et Formation d'Experts de la Coopération Technique

◆ Enquête de terrain au Bangladesh

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent chaque année un rôle de plus en plus important dans les activités de coopération internationale du Japon. En qualité de partenaire dont l'objectif est également d'améliorer la vie des populations dans les pays en développement (PED), l'Agence a renforcé ces dernières années ses liens avec les ONG intervenant dans le domaine de la coopération internationale, à travers diverses activités au plan national et international. En ce qui concerne le développement des ressources humaines, la JICA a lancé en 2001 un nouveau programme de formation pour le personnel des ONG afin de mieux coopérer avec ces dernières.

Le premier cours de formation, qui a duré près de deux semaines en mars 2001, comprenait trois volets :

- 1) Des conférences et des ateliers conduits par des personnalités marquantes ayant œuvré pour la coopération internationale aux côtés d'ONG, de la JICA ou d'autres organisations internationales ;
- 2) Une enquête de terrain au Bangladesh ;
- 3) Des comptes-rendus sur les résultats de la

formation après le retour au Japon.

Originaires de tout le Japon, les 12 stagiaires membres d'ONG ont étudié les formes idéales d'activités de coopération internationale, ancrées dans les besoins et les modes de vie des résidents locaux, ainsi que les formes idéales de coopération et de relations entre les ONG et la JICA, tout en profitant de cette formidable occasion pour se livrer à un échange de vues avec les autres participants.

◆ Une formation pour renforcer les liens avec les ONG

Au Bangladesh, les stagiaires ont réalisé une enquête de terrain sur l'activité d'une ONG locale. Basée sur l'utilisation de variétés végétales locales, l'expérience pilote de cette ONG en matière de technique culturale a fini par se propager grâce à l'action continue des résidents locaux. Les participants ont par ailleurs étudié les projets de la JICA et les projets réalisés par cette dernière en coopération avec les ONG japonaises. Comme l'a fait remarquer l'un des stagiaires, la formation a été l'occasion de réfléchir à la forme idéale que doit prendre à l'avenir la coopération au développement.

Parmi les autres programmes de forma-



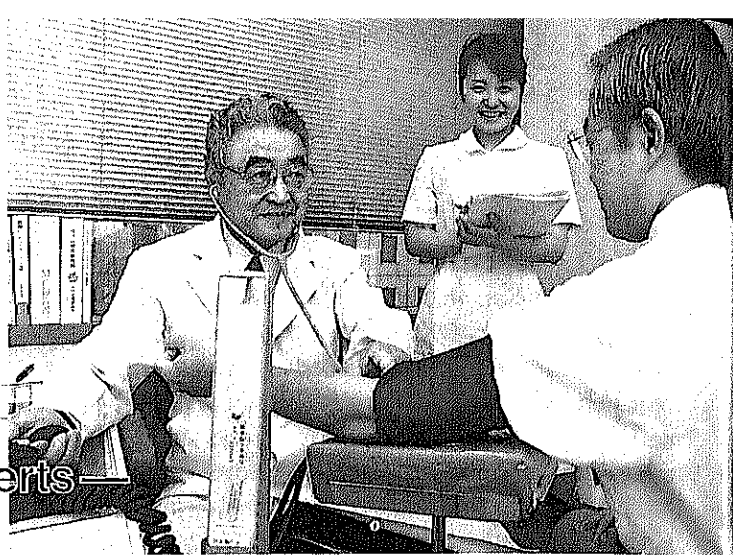
Enquête de terrain dans un village rural au Bangladesh

tion destinés au personnel des ONG, il faut citer la formation dans le cadre du partenariat JICA-ONG, un stage résidentiel au cours duquel les participants peuvent étudier un thème particulier avec le personnel de la JICA afin de stimuler leur compréhension mutuelle, la formation de longue durée au Japon pour les membres d'ONG, dispensée dans des écoles supérieures et enfin, le cours de formation linguistique pour les représentants d'ONG, qui permet à ces derniers d'apprendre des langues avec les experts de la JICA avant leur affectation.

(Institut de coopération internationale, JICA)

Soutien

—Appui aux Activités des Experts—



Bilan de santé au Centre d'assistance médicale de la JICA

Présentation du Programme de Soutien

La JICA prévoit un système de compensations financières et d'assistance sociale en appui aux activités des experts affectés dans des pays en développement (PED). Ces considérations sont essentielles pour le recrutement d'experts hautement qualifiés et contribuent à renforcer leur forte motivation. De ce fait, elles constituent les fondements d'une coopération technique de qualité.

Le Département de l'affectation des ressources humaines a été créé au cours de l'exercice 1999 par la JICA dans le but de renforcer les systèmes de soutien aux experts.

La solution proposée intègre toutes les phases du processus d'envoi d'experts.

Remarque : ces systèmes ne s'appliquent pas aux experts affectés dans le cadre d'un contrat entre la JICA et une autre organisation. Dans ce cas, le soutien est assuré par la société apparentée.

■ Dispositions et Prestations Sociales

1. Indemnités d'Affectation à l'Étranger et Rémunérations

Les experts reçoivent des indemnités d'affectation à l'étranger et des rémunérations au Japon, basées sur celles des fonctionnaires en poste à l'étranger.

1) Indemnités d'affectation à l'étranger

Dans l'exercice de leurs fonctions, les experts en mission à long terme reçoivent des indemnités d'affectation, de subsistance, de charge de famille, des allocations scolaires, une prime de langue, une prime d'isolement géographique et une prime de spécialisation. Les experts affectés à l'étranger pour une courte durée (inférieure à une année), reçoivent des indemnités journalières, une prime de langue et une prime de spécialisation.

2) Rémunérations au Japon

La JICA verse à l'expert une indemnisation égale à la rémunération en poste versée par l'organisation à laquelle il appartient ou un traitement selon le barème national s'il n'appartient à aucune organisation.

2. Déplacements à l'Étranger

En ce qui concerne les vacances, la JICA s'aligne sur le nombre de jours de congé qui sont accordés au personnel de l'organisation accueillant l'expert. La JICA continue de verser des indemnités d'affectation à l'étranger si l'expert quitte son pays d'accueil durant ces jours de congé et sur une durée maximale conforme aux modalités d'affectation stipulées dans les règlements de la JICA. L'Agence supporte les frais de déplacement comme suit :

1) Retour au pays financé par la JICA

Un expert en mission à long terme envoyé pour plus de deux ans dans les « régions insalubres » où les conditions de vie sont particulièrement difficiles selon la JICA, est autorisé, tous les 24 mois, à s'absenter temporairement et à revenir au Japon afin de récupérer et passer un bilan de santé.

Après un an, il peut rentrer au Japon pour participer à un symposium ou une conférence d'une association universitaire à laquelle il appartient.

Si son conjoint ou un membre de sa famille vient à décéder durant son affectation, il peut revenir au Japon pour assister aux funérailles. Une partie des frais du trajet est à la charge de l'expert.

2) Déplacement pour raisons de santé

Les experts affectés sur de longues périodes dans des « régions particulièrement insalubres » (les régions conditions de vie encore plus difficiles que les « régions insalubres » mentionnées plus haut) sont autorisés à effectuer des déplacements pour raisons de santé (bilans de santé, récupération, etc.).

Les experts en mission à long terme travaillant dans une zone de haute altitude bénéficient du droit à des voyages réguliers dans une zone basse.

3. Visites des Conjoints et des Enfants

Pour les experts en affectation de longue durée et contraints de vivre séparés de leur conjoint et de leurs enfants, deux systèmes ont été prévus :

1) Visites temporaires des enfants

La JICA prend à sa charge les frais de transport aérien pour que les experts en mission à long terme puissent faire venir leurs enfants durant les vacances scolaires au Japon.

2) Visites des conjoints dans les régions impaludées

Les experts envoyés seuls dans les régions impaludées situées dans des pays aux conditions de vie particulièrement difficiles peuvent inviter leur conjoint sur place pour une durée déterminée. La JICA prend en charge une partie du coût du billet d'avion.

4. Services de Santé

En janvier 2001, la JICA a créé un Centre d'assistance médicale, afin de fournir des services de santé centralisés pour le personnel travaillant pour l'Agence. Les médecins et le personnel infirmier de ce centre médical au siège de la JICA peuvent être consultés en permanence par les experts et leur famille.

Chaque personne envoyée à l'étranger est soumise à un examen médical et un bilan de santé complet avant, pendant et après son détachement. Dans le cadre des services pour préserver la santé des experts travaillant à l'étranger et des proches les accompagnant, une équipe-conseil constituée essentiellement de médecins et de personnel infirmier est envoyée dans chaque région.

De plus, pour renforcer ce dispositif, des administrateurs sanitaires se tenant à la disposition des experts et de leur famille, sont affectés dans neuf bureaux de représentation. Ce système doit être étendu à d'autres bureaux.

5. Indemnités en Cas d'Accident

Un régime spécial d'indemnisation des accidentés du travail financé par l'État, couvre les experts durant leur affectation à l'étranger et leurs déplacements.

Un régime d'urgence est par ailleurs prévu pour les experts ou les membres de leur famille. Celui-ci prévoit le transport dans un établissement hospitalier disposant de toutes les installations nécessaires pour traiter les accidents ou les maladies.

6. Association d'Aide Mutuelle

L'Association d'aide mutuelle a été constituée par la JICA pour assurer des conditions de vie stables et améliorer le bien-être des experts à l'étranger ainsi que des membres de leur famille sur le terrain. L'association prend en charge les frais liés aux accidents et traitements médicaux subis à l'étranger par l'expert ou les membres de sa famille et fournit une prestation en cas de décès d'un expert pendant son détachement. Elle est financée par les cotisations d'experts et des dons de la JICA.

L'association couvre les frais médicaux consécutifs aux accidents ou maladies survenus à l'étranger en

dehors du travail, la fourniture d'une prestation en cas de décès et la distribution de primes de soutien lors de catastrophes.

Tableau 3-17 Systèmes de rémunération et de protection sociale des experts

Remunérations, allocations, etc.	Indemnités d'affectation
	Indemnités de subsistance
	Allocations familiales
	Allocations scolaires
	Prime de langue
	Prime d'isolement géographique
Fournis au Japon	Prime de spécialisation
	Rémunération en poste
	Traitement selon le barème national
	Retour temporaire au Japon pour des vacances
Systèmes d'assistance sociale	Retour temporaire au Japon pour un deuil
	Retour temporaire au Japon pour participer à une conférence
	Congés et autres
	Voyage pour raisons de santé
	Voyage pour raisons de santé dans le cas d'emploi en haute altitude
	Visite des enfants
	Visite du conjoint dans les régions impaludées
	Indemnités en cas d'accident durant le voyage vers le pays d'affectation, dans le cadre du travail ou des déplacements vers ou depuis le lieu de travail
	Protection sociale et autres
	Versements du plan d'aide mutuelle
Aide supplémentaire pour améliorer le cadre de vie	
Allocations de chômage	
Prise en charge des bilans de santé	

Remarque : l'application de ces conditions est susceptible de différer dans certains cas se rapportant aux modalités ou circonstances de l'envoi.

Gestion de la Sécurité Outre-Mer

— Mesures de Sécurité et Gestion des Crises —



Un agent de la sécurité explique les dangers de la circulation routière en situation réelle.

Programme de Sécurité de la JICA

Les activités de l'Agence se déroulant dans les pays en développement (PED), les personnes employées par la JICA, telles que les experts, les consultants et les volontaires, notamment les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), résident dans ces pays pour remplir leur mission. Dans certains d'entre eux, les problèmes de pauvreté se traduisent par un fort taux de criminalité. Dans les pays en voie de démocratisation les coups d'État sont toujours possibles. Dans certains autres, la guerre civile sévit depuis de nombreuses années. Dans certains autres enfin, où résident des membres du personnel de la JICA, la police et l'armée sont loin de fonctionner correctement bien que la paix soit revenue.

Afin d'assurer un cadre de vie et de travail sûr aux personnes qui poursuivent leurs activités de coopération internationale dans de telles conditions, la JICA a pris diverses mesures en matière de sécurité et de gestion des situations de crise.

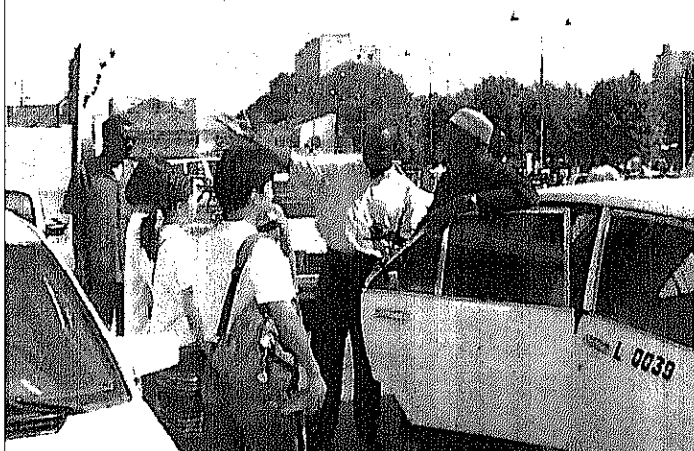
■ Formation et Séminaires avant le Départ dans un PED

Avant leur départ, les membres de missions d'étude, les experts, les volontaires et les proches les accompagnant bénéficient d'une formation sur la sécurité. Elle couvre plusieurs thèmes : explications sur la criminalité et la sécurité publique dans la région, choix d'un logement, comportement à adopter avec la population locale, mise en lieu sûr d'objets de valeur, protection contre les hold-up et les vols de voitures occupées et mesures d'urgence.

À son arrivée sur le lieu d'affectation, chaque membre de la JICA est individuellement informé par le bureau de représentation de la JICA dont il dépend de la situation locale en matière de sécurité et des dernières mesures anti-criminalité. Ces bureaux organisent par ailleurs deux fois par an des réunions d'information sur la gestion de la sécurité publique pour toutes les personnes ayant un lien avec la JICA. Ces conseils sont l'occasion de diffuser les renseignements de ces mêmes bureaux sur la sécurité locale et aussi de présenter les données recueillies et les expériences des experts, des volontaires et de leur famille. Actualisé quotidiennement, le savoir-faire spécifique à ces mesures de sécurité est présenté par des membres du conseil qui vivent et travaillent dans le même environnement et dans une même perspective. Au cours de ces réunions, le personnel en poste depuis plusieurs années, ou encore les victimes d'actes criminels, enseignent aux nouveaux venus comment ne pas attirer l'attention, éviter de susciter la convoitise, et payer discrètement en faisant ses courses. Ils leur montrent les différents types et ports de sacs, de vêtements et de bijoux les mieux adaptés à la situation locale et comment mettre les objets de valeur en lieu sûr.

■ Affectation d'Agents de Sécurité et de Conseillers

Pour renforcer la sécurité sur place, la JICA fait appel aux personnes connaissant le mieux les mesures de sécurité publique du pays concerné : les agents de sécurité. Ces derniers se consacrent, presque sans interruption, à toute une série d'activités : collecte et transmission quotidiennes



Mise en pratique des conseils de sécurité pour se déplacer en taxi à Dakar

d'informations, prévention du crime dans les zones résidentielles et réglementation de la circulation. Parfaitement au fait des tendances de la criminalité locale et des modes de comportement des Japonais, ils peuvent apporter les conseils les plus appropriés en matière de sécurité.

■ Établissement d'un Réseau de Liaison d'Urgence

Dans chacun de ses bureaux à l'étranger, la JICA a mis en place un réseau de liaison d'urgence entre tous les membres du personnel. Les communications par téléphone fixe, mobile, ou sans fil, par récepteur de radiomessagerie, système Inmarsat et téléphone mobile par satellite utilisées dans les situations courantes sont par ailleurs protégées dans les situations de crise, afin de renforcer la sécurité. Ce double système de liaison est l'un des éléments clés du dispositif de sécurité.

■ Envoi de Missions d'Étude sur les Mesures de Sécurité

Dans les pays où la sécurité est préoccupante, la JICA envoie des missions d'étude afin d'étudier la situation localement. En fonction des résultats de ces recherches, des mesures spécifiques par pays sont mises en place d'une manière détaillée. Dans chaque pays, la situation est analysée par province ou par État, afin d'établir les mesures à prendre par le personnel de la JICA et procéder à des ajustements en fonction des besoins en matière d'aide.

Des experts japonais spécialistes de la sécurité sont par ailleurs détachés dans les pays où le taux de criminalité est

élevé, afin de donner des conseils pratiques aux agents de la JICA résidant sur place. Ils portent notamment dans le domaine de la prévention contre le crime dans les zones résidentielles, des crimes par armes à feu et des vols de voitures occupées.

■ Aide Financière à l'Installation de Systèmes et à l'Emploi d'Agents de Sécurité

L'Agence prend à sa charge les frais inhérents à l'installation de systèmes de protection, l'emploi de gardiens et l'installation de systèmes d'alarme dans les habitations des experts et des volontaires. Des aménagements sont mis en œuvre pour relever le niveau des clôtures, renforcer les portes et installer des barreaux de fer aux fenêtres si nécessaire. Dans les pays où il existe des entreprises spécialisées en sécurité, un système d'alarme permettant de joindre ces dernières est mis en place.

■ Mis en Œuvre d'un Système Continu de Gestion des Situations de Crise

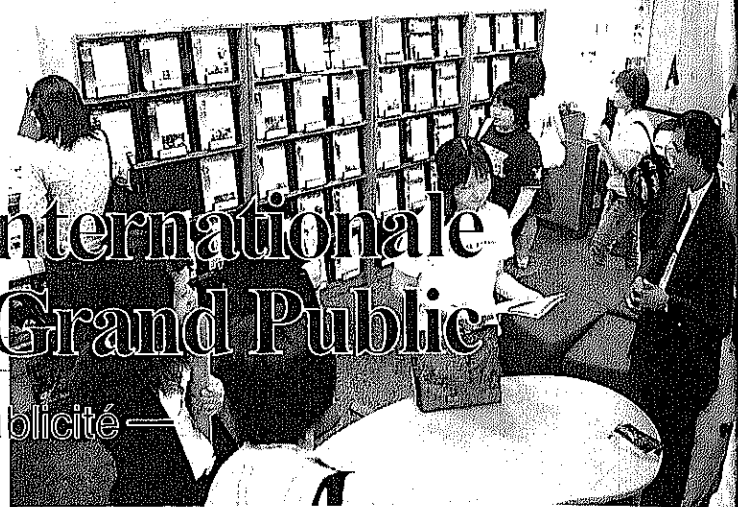
Le siège de la JICA a établi un système de liaison d'urgence. Opérationnel toute l'année et à toute heure du jour et de la nuit, il permet de recevoir et de répondre à des messages d'alarme et d'alerte venant de l'étranger, même en dehors des heures habituelles de bureau, notamment la nuit ou durant les week-ends et les congés.



Conseils sur les meilleurs types de cadenas pour les bureaux et sur la manière de les installer (Bolivie)

La Coopération Internationale À la Portée du Grand Public

— Diffusion de l'Information et Publicité —



La JICA Plaza, lieu d'information pour le grand public

Diffusion de l'Information au Grand Public

La Politique de la JICA

La loi concernant l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes (ci-après dénommée loi sur la Liberté de l'information des institutions administratives) a été promulguée le 1^{er} octobre 2002. Pour inciter à une meilleure diffusion des informations et une plus grande responsabilité* devant le public, cette loi oblige la JICA et d'autres organisations gouvernementales à communiquer, sur demande, des informations concernant leurs activités.

Avant même la promulgation de la loi, la JICA s'est préparée par diverses mesures : publication et diffusion de périodiques et d'autres documents publicitaires, réalisation et location de documents visuels, publication des principales données concernant sa structure organisationnelle, ses activités et ses finances, et enfin, présentation de versions numériques de plusieurs périodiques sur son site Web.

En avril 2002, la JICA s'est ainsi mise à proposer des informations au grand public en établissant la « JICA

Plaza », un guichet d'information installé au siège de l'Agence, et plus tard, en juillet, dans chacune des antennes, vitrines de la JICA pour le grand public. Située dans l'aile est du 12^e étage de la tour Shinjuku Maynds, la JICA Plaza dispose d'une informathèque audiovisuelle, d'une section pour les annonces publiques, d'une section de référence sur l'organisation de la JICA et d'une section polyvalente.

Grâce à l'informathèque audiovisuelle, les visiteurs ont accès à un ensemble d'images et de photographies représentant des sites de la coopération internationale dans les pays en développement (PED). Le public peut visualiser gratuitement ces images à l'aide de vidéos et d'ordinateurs. La bibliothèque propose également des brochures publicitaires. Les personnes dans l'impossibilité de se rendre à la bibliothèque peuvent se faire envoyer des brochures et des vidéos.

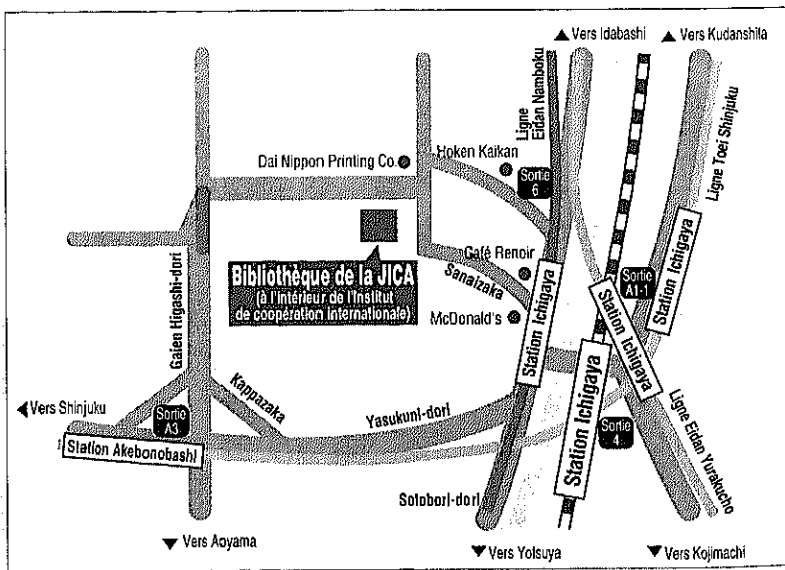
Dans la section consacrée aux annonces publiques, la JICA présente les informations concernant l'approvisionnement en matériels et les services, notamment les résultats des soumissions.

Bibliothèque de la JICA

Adresse : Institut de coopération internationale
10-5 Ichigaya Honmura-cho, Shinjuku-ku, Tokyo
Tél. : + (81-3)-3269-2301 (central)
Heures d'ouverture :
de 10h00 à 18h00
Fermeture : Week-ends, jours fériés, Nouvel An, Jour
anniversaire de la fondation de la JICA
(1^{er} août), inventaire (le dernier jour de chaque
mois)

Accès :

- Dix minutes à pied depuis la station Ichigaya sur la ligne JR Chuo
- Dix minutes à pied depuis la station Ichigaya (Sortie 6 ou 4) sur la ligne Yurakucho ou Namboku du métro Eidan
- Dix minutes à pied depuis la station Ichigaya (Sortie A1-1 ou 4) sur la ligne Shinjuku du métro Toei
- Douze minutes à pied depuis la station Akebonobashi (Sortie A3) sur la ligne Shinjuku du métro Toei



Ces informations sont aussi disponibles sur le site Web de l'Agence, de même que divers formulaires de demande concernant les appels d'offre, formulaires que les soumissionnaires sont encouragés à télécharger depuis l'exercice 2001.

Dans la section de référence, les visiteurs peuvent consulter et photocopier des documents prescrits par la loi : états financiers, rapports d'activité, rapports annuels, rapports d'évaluation de projets ainsi que les plans de divers programmes et résultats de ces derniers. Dans ce même lieu, on trouve également des données renseignant sur les pays en développement et des documents pour l'éducation en matière de développement. À l'entrée en vigueur de la loi sur la Liberté de l'information des institutions administratives, cette section a été réaménagée en service d'information et renseigne désormais également sur la structure, les activités et les finances de l'organisation.

La section polyvalente est utilisée pour des expositions photographiques et comme centre d'orientation pour les élèves et étudiants qui visitent le siège de l'Agence. Durant la période où s'effectue le recrutement des ressources humaines, cette section fournit des instructions sur la manière de se porter candidat et recueille les candidatures.

Le public peut faire des observations ou poser des questions par téléphone au guichet de la JICA Plaza au siège de l'Agence en appelant un numéro vert (0120-32-5931).

■ Ouverture au Public de la Bibliothèque de la JICA et Mise à Disposition de l'Information

La bibliothèque de la JICA est ouverte au public depuis 1977. Elle possède un fonds d'environ 130 000 documents, notamment un nombre important de rapports d'étude établis par l'Agence même et de documents collectés par les missions d'étude envoyées dans les PED, des cartes de PED, de la documentation sur l'aide publiée par des organisations internationales et de nombreuses autres références sur les PED. Un système informatisé de recherche documentaire a été introduit. Au cours de l'exercice 2001, la bibliothèque a accueilli 20 000 visiteurs.

Accès aux Informations et Relations Publiques sur Internet

En 1996, la JICA a commencé la diffusion de données sur Internet et démarré des activités de promotion de la communication sur un site Web. Depuis, l'Agence a lancé une page en anglais, présenté les résultats de projets par pays, les bilans de la coopération technique, ainsi que des évaluations et d'autres données sur ses projets et enfin, elle s'est efforcée de rendre plus accessibles les informations sur le recrutement de ressources humaines dans le cadre des programmes des volontaires japonais pour la coopération à

l'étranger (JOCV) et des volontaires seniors, ainsi que sur le recrutement de personnel par la JICA.

La JICA a également pris des mesures pour améliorer l'attractivité du site :

Bokura Chikyu Chosatai (La JICA présentée aux enfants) explique en termes simples la situation des PED aux enfants et *JICA Internet Television* diffuse le programme de télévision par satellite *Chikyu Kazoku* (Le rapport de la JICA) sur le site Web. Ces mesures font partie du soutien de la JICA en faveur de l'éducation pour le développement.

En mai 2001, les pages en japonais ont été entièrement reconstruites de façon à obtenir un environnement permettant de visualiser l'organisation et les programmes de la JICA d'une manière plus systématique. La Figure 3-18 donne les principales catégories d'informations auxquelles il était possible d'accéder au mois de juin 2002 depuis le site Web de la JICA en anglais.

En août 2002, la plupart des antennes de la JICA au Japon et des bureaux de représentation à l'étranger avaient ouvert leurs propres sites Web pour mieux relayer le flux d'informations provenant du terrain. La JICA s'est par ailleurs attelée à la création de pages d'accueil pour ses divers programmes, dont la coopération technique de projet-type, les études de développement et le programme de partenariat local*, toutes reliées à la page d'accueil principale de la JICA.

Suite à cette extension du contenu du site Web de la JICA, les pages d'accueil en japonais et en anglais sont consultées chaque mois respectivement par 180 000 et 10 000 visiteurs. Depuis février 2001, la JICA publie en outre *JICA Mail Magazine*, qui permet aux utilisateurs enregistrés de recevoir les derniers événements par courrier électronique, le premier et le quinze de chaque mois. Au mois de mai 2002, 16 000 utilisateurs s'étaient abonnés à ce service.

La JICA prévoit d'améliorer la structure et le contenu de sa page d'accueil en personnalisant les informations diffusées.

Dynamisme des Relations Publiques

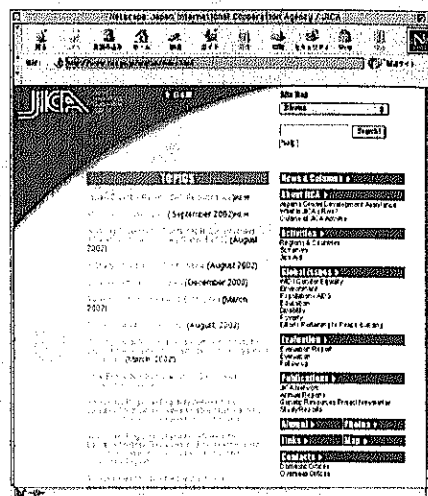
La JICA est déterminée à jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la communication liée aux programmes d'aide publique au développement (APD). De nombreuses opérations de relations publiques sont entreprises pour mieux faire connaître les projets d'aide au Japon et à l'étranger, et afin d'obtenir la compréhension et le soutien nécessaires. La JICA assure la promotion de l'APD par différentes méthodes, notamment par la diffusion de publications et l'organisation de manifestations spéciales, ou encore par la transmission de l'information aux médias.

1. Publications et Matériels Audiovisuels

Parmi les actions de relations publiques destinées au

Figure 3-18 Informations disponibles sur le site Web de la JICA

- Sommaire
- Quoi de Nouveau sur le Site ?
 - Aide Publique au Développement du Japon
 - Quel est le Rôle de la JICA ?
 - Activités de la JICA dans les Grandes Lignes
- Activités
 - Régions et Pays
 - Programmes
 - Aperçu de l'Aide de la JICA
- Problèmes de Portée Mondiale
 - Intégration de la femme dans le développement (IFD)/Égalité des sexes
 - Environnement
 - Population/sida
 - Éducation
 - Invalidité
 - Pauvreté
 - Efforts pour Consolider la Paix
- Évaluation
 - Bulletin d'Évaluation
 - Rapport d'Évaluation Suivi
- Publications
 - Réseau de la JICA
 - Rapports Annuels
 - Projet sur les Ressources Génétiques
 - Bulletin d'Information
 - Rapports d'Étude
- Anciens Stagiaires
- Photos
- Liens
- Cartes
- Contacts
 - Antennes au Japon
 - Bureaux de Représentation à l'Étranger



■ Site Web de la JICA (page en anglais) : <http://www.jica.go.jp/english/index.html>

public et aux écoles au Japon figure la publication des revues mensuelles *Kokusai Kyoryoku* (Coopération internationale) et *Crossroads*.

Le magazine mensuel *JICA Frontier* s'adresse aux lecteurs associés à des programmes de la JICA. Ces publications servent à élargir le spectre du soutien aux activités de l'Agence. *JICA Network* est une publication conçue comme un bulletin d'information pour les donateurs* (pays et organismes donateurs) hors du Japon, notamment les organisations internationales.

Des programmes de télévision, productions vidéo, montages photographiques et brochures sont par ailleurs produits régulièrement pour rendre l'information encore plus accessible. Depuis l'exercice 1999 enfin, les activités des experts et des JOCV dans le monde entier sont présentées lors de l'émission télévisée hebdomadaire *Chikyū Kazoku* (Le rapport de la JICA).

Afin de compléter les activités de relations publiques et promouvoir efficacement la diffusion de l'information auprès du grand public, la JICA Plaza a été mise en place au siège de l'Agence, en avril 2002. D'autres ouvertures de guichets sont prévues dans tout le Japon, afin d'offrir au public un service centralisé, ainsi que des informations sur les activités et l'organisation de la JICA.

2. Organisation de Manifestations

La principale manifestation destinée à mieux sensibiliser l'opinion à la coopération internationale est le Festival de la coopération internationale, qui se déroule au Japon le 6 octobre. Parallèlement, des campagnes pour l'aide internationale

(conférences, séminaires, projections de films vidéo, expositions) sont organisées dans tout le Japon par les antennes et les centres de la JICA, en collaboration avec les administrations locales, les ONG et les organismes concernés. Des conférences sur la coopération internationale destinées au grand public sont programmées toute l'année. Ces activités renforcent les liens avec les régions et contribuent à faire progresser l'internationalisation.

Au cours de l'exercice 2001, la JICA a organisé des réunions municipales sur l'APD dans les villes de Sendai et Fukuoka, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères.

3. Approche des Mass Médias

Les représentants des médias et d'autres spécialistes reçoivent des exemplaires de la revue *JICA Press Release*, qui contient les informations les plus récentes sur les projets de la JICA. Plusieurs fois par an, la JICA offre l'opportunité à des universitaires et des rédacteurs de publications nationales et locales de visiter les sites de projets mis en œuvre dans des PED afin de mieux comprendre la coopération internationale. Grâce à ces activités, des articles sur des sujets touchant à la JICA sont parus en moyenne deux fois par jour dans la presse nationale et neuf fois par jour dans la presse régionale en 2001.

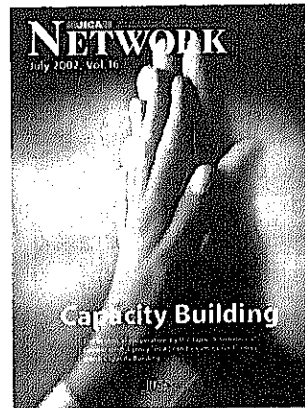
4. Relations Publiques à l'Étranger

Les bureaux de représentation de la JICA jouent un rôle essentiel dans la promotion des relations publiques à l'étranger.

Au cours de l'exercice 2001, pas moins de 63 bureaux, dont certains dans les pays industrialisés, ont par exemple



Revues publicitaires de la JICA



utilisé des panneaux d'affichage, organisé des colloques, produit des brochures ou des vidéos. Ces activités se multiplient d'une année sur l'autre. Nous avons été chaleureusement remerciés pour avoir organisé des visites pour la presse locale par des journalistes n'ayant guère l'occasion de visiter les sites des projets de coopération.

Programmes d'Appui à l'Éducation pour le Développement

Afin de soutenir l'éducation pour le développement, l'Agence invite les individus de tous les âges à s'intéresser aux problèmes de portée mondiale*, tels que le développement, l'environnement et la paix, et s'efforce dans le même temps de mieux faire comprendre l'importance de la coopération internationale.



Réunion municipale sur l'APD organisée dans la ville de Sendai

Au niveau scolaire, une période d'étude a été intégrée dans le nouveau programme d'études depuis avril 2002. L'un des principaux thèmes mis en exergue concerne l'apprentissage de la coopération internationale. Face à la récente polarisation sur la compréhension internationale, la JICA répond aux demandes des écoles et des professeurs en présentant les ressources humaines de l'Agence, notamment les experts de la coopération technique et les JOCV disposant d'une expérience dans les PED. Nous répondons également aux demandes en facilitant la participation des étudiants aux programmes existants, et plus particulièrement au programme d'accueil de participants à une formation technique et au programme d'invitation de jeunes adultes.

Afin de contribuer à promouvoir l'éducation dans le domaine du développement, les antennes de la JICA au Japon et les coordinateurs* de la coopération internationale (JICA Desk) en poste dans les associations d'échanges internationaux locales jouent un rôle central pour assurer une coordination étroite avec les différentes organisations locales. Afin d'apporter une aide efficace au niveau des communautés locales, la JICA collabore donc avec diverses organisations locales : conseils scolaires, associations d'aide internationale, organisations d'échanges internationaux et ONG.

Programmes Destinés au Soutien de l'Éducation en Matière de Développement

La JICA propose différents programmes afin de soutenir l'éducation pour le développement dans les établissements d'enseignement.

1. Concours de Rédaction pour les Élèves des Collèges et des Lycées et Concours de Dissertation pour les Étudiants d'Université

Les concours de rédaction et de dissertation sur le thème

« Pays en développement et coopération internationale » donnent aux élèves et aux étudiants l'occasion de s'investir dans ce domaine. Au cours de l'exercice 2001, 22 459 copies sont parvenues à la JICA. Les lauréats du concours sont invités à participer à des voyages d'étude dans les PED, où ils rencontrent des experts et des JOCV travaillant en première ligne de la coopération internationale. L'occasion leur est ainsi donnée de mieux comprendre les activités de la JICA.

2. Programme d'Études sur les PED pour les Professeurs des Collèges et des Lycées

Ce programme est destiné aux professeurs des collèges et des lycées souhaitant enseigner l'éducation pour le développement par des leçons et des activités associatives. Les candidats retenus peuvent voir les réalisations concrètes de la coopération internationale. Au cours de l'exercice 2001, 73 professeurs ont participé à ce programme.

3. Formation pour l'Enseignement de l'Éducation en Matière de Développement

Au cours de l'exercice 2001, la JICA a lancé 15 cours de formation pour les professeurs des écoles primaires, des collèges et des lycées, afin d'examiner des exemples d'application d'éducation dans le domaine du développement et les méthodes pour l'enseigner dans la réalité. Ce programme a été conçu avec des ONG pour témoigner de leurs expériences dans le cadre de l'éducation pour le développement.

4. Visites de Conférenciers (Salmon Campaign)

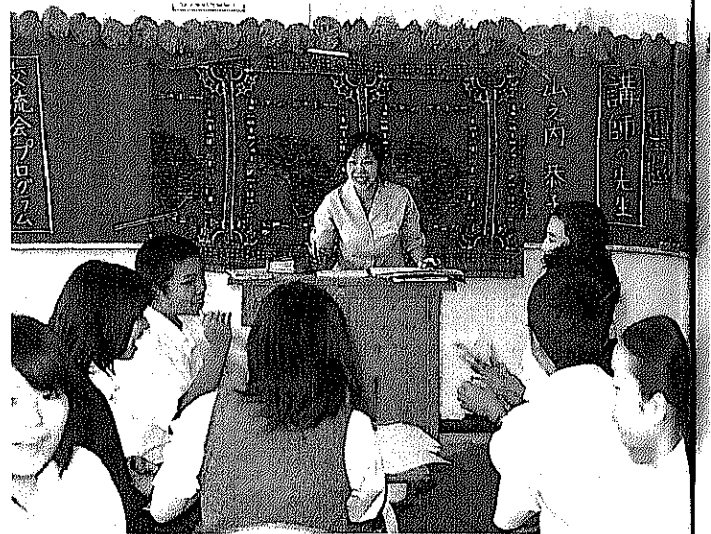
Des employés de la JICA, d'anciens experts, des JOCV et des stagiaires étrangers en formation sont envoyés par les antennes de la JICA dans des établissements d'enseignement de l'ensemble du Japon. Par l'envoi de conférenciers, la JICA contribue aux efforts destinés à mieux faire connaître les PED. Au cours de l'exercice 2001, 1 439 conférences sur la coopération internationale et les PED ont attiré 170 000 personnes.

5. Programme d'Initiation à l'APD dans les Centres Internationaux de la JICA pour les Élèves du Secondaire

Destiné aux élèves du secondaire, ce programme se déroule dans les centres internationaux de la JICA, qui sont situés dans l'ensemble du Japon. Par le dialogue avec les stagiaires de PED et des conférences d'anciens JOCV et experts qui ont travaillé dans les PED, les élèves apprennent à mieux connaître la coopération internationale. Au cours de l'exercice 2001, 400 élèves ont participé à ce programme.

6. Visites d'Élèves aux Centres de Formation des JOCV

Les Centres de formation de Nihonmatsu et Komagane invitent à l'échelon local des élèves des collèges à prendre



Conférence sur la Salmon Campaign

part au programme de formation des JOCV pour mieux faire connaître les activités des volontaires. En 2001, 162 élèves ont participé à ce programme.

7. Programme d'Initiation aux Activités des JOCV

Ce programme permet à des élèves des lycées de fréquenter les JOCV et de participer à leurs activités. En 2001, 10 élèves ont bénéficié de ce programme.

8 Mise à Disposition de Matériels Utiles pour l'Éducation en Matière de Développement

1) Édition du journal mural *Bokura Chikyu Chosatai*

Destiné aux élèves des écoles primaires et des collèges, ce journal explique en termes simples aux enfants la vie quotidienne dans les PED.

2) Site Web de la JICA consacré à l'éducation pour le développement

Le site Web comporte une page qui s'intitule *Bokura Chikyu Chosatai*, comme le journal. Divers thèmes sont expliqués d'une manière simple et compréhensible pour les élèves des écoles primaires et des collèges : désertification, déboisement, situation alimentaire, problèmes de santé et de soins médicaux.

Brochure *Gakko ni Ikitai*
(Je veux aller à l'école)



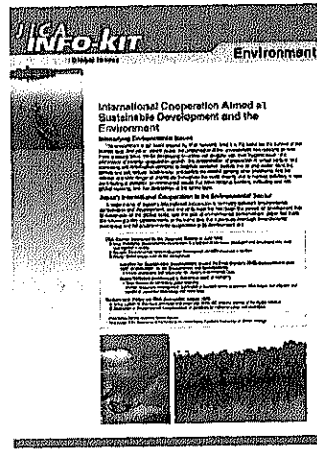
3) Documents photographiques pour l'éducation en matière de développement : Langage des photographies
 En collaboration avec des professeurs et des ONG participant à l'éducation pour le développement, la JICA a publié un jeu de photographies éducatives destinées à servir de support pédagogique. Ces photographies, qui illustrent le mode de vie dans les différents PED, peuvent être louées par le corps enseignant et les ONG auprès des antennes de la JICA ou de la JICA Plaza.

4) Vidéos et brochures pour les élèves des écoles primaires et des collèges

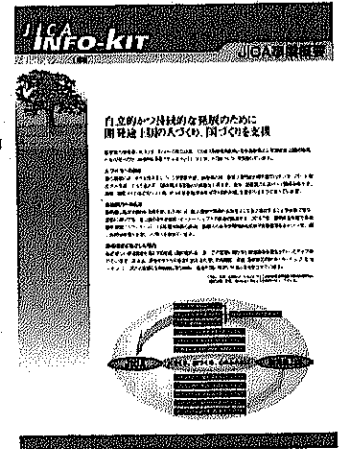
La JICA réalise des vidéos qui présentent d'une manière simple les activités de l'Agence, notamment le programme d'accueil de participants à une formation technique, aux élèves des écoles primaires et des collèges. La JICA produit également une brochure intitulée *Gakko ni Ikitai* (Je veux aller à l'école), qui a été envoyée à toutes les classes d'enseignement primaire du Japon durant l'exercice 2000. Cette publication est par ailleurs distribuée à tous les élèves des écoles primaires et des collèges qui visitent le siège de l'Agence et les antennes de la JICA. Elle est en outre utilisée lors des manifestations et conférences organisées par les antennes de l'Agence au Japon.

Pour une Compréhension encore plus Approfondie

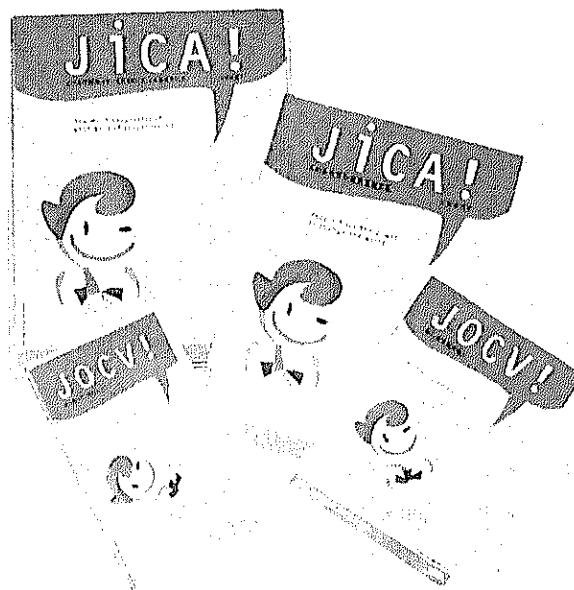
Parallèlement au soutien dans le domaine de l'enseignement, la JICA organise des séminaires et des conférences, afin de mieux faire connaître les PED et la coopération internationale au grand public. Lancé en 1999, le programme de surveillance de l'APD par les citoyens a pour objet de



Présentation détaillée de l'Agence au fil des publications JICA INFO-KIT



sensibiliser davantage la population en lui offrant la possibilité de voir sur le terrain comment l'APD se traduit dans les PED. Au cours de l'exercice 2001, 104 personnes (un homme et une femme de chaque préfecture au Japon, ainsi que deux hommes et deux femmes des préfectures les plus densément peuplées, notamment Tokyo, Osaka, Kanagawa, Aichi et Saitama) ont été envoyés dans 10 pays d'Asie.



Nouvel outil promotionnel, JICA INTRO-KIT comprend des brochures, des vidéos et des CD-ROM sur l'Agence.



Partie IV

Résultats de l'Exercice 2001

Chapitre 1 • Les Résultats des Programmes en Quelques Chiffres

Interprétation des Résultats	184
Nombre de Participants par Type et Programme de Coopération Technique	185
Nombre de Participants aux Programmes de Coopération Technique par Région	186
Résultats de la Coopération Technique de la JICA et de l'APD Japonaise par Pays	190

Chapitre 2 • Projets Mis en Œuvre durant l'Exercice 2001

Coopération Financière Non Remboursable	202
Études de Développement	205
Coopération Technique de Projet-Type	209
Études de Coopération pour le Développement	212
Envoi d'Équipes Japonaises de Secours d'Urgence (JDR) et Fourniture d'Aide Humanitaire d'Urgence	213
Programme de Partenariat Local et Programme de Partenariat Local de Petite Taille de la JICA	213

Chapitre 1 Les Résultats des Programmes en Quelques Chiffres

■ Interprétation des Résultats

Le récapitulatif des activités de la JICA présente le nombre de personnes et les coûts de la coopération technique pour l'exercice 2001. Ces données ont été calculées à partir des éléments suivants :

1. La ventilation de la coopération bilatérale par région couvre six zones géographiques :
(1) Asie (Asie centrale et Transcaucasie incluses, hors Moyen-Orient et Maghreb) ; (2) Moyen-Orient et Maghreb (limité par l'Afghanistan à l'est et le désert du Sahara au sud) ; (3) Afrique (hors Moyen-Orient et Maghreb) ; (4) Amérique du Nord et Amérique latine ; (5) Océanie ; (6) Europe. Les chiffres de la colonne « Non classé » se réfèrent aux résultats de la coopération sur au moins deux régions.
2. La répartition du nombre de personnes par programme est établie pour les cinq rubriques suivantes :

(1) Participants à une formation technique ; (2) Experts ; (3) Membres de missions d'étude ; (4) Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ; (5) Autres volontaires

3. La classification par secteur s'appuie sur les dix catégories suivantes :
(1) Planification et administration ; (2) Travaux et services publics ; (3) Agriculture, foresterie et pêche ; (4) Mines et industrie ; (5) Énergie ; (6) Commerce et tourisme ; (7) Ressources humaines ; (8) Santé publique et médecine ; (9) Bien-être ; (10) Autres
4. Les coûts correspondent aux débours de l'exercice 2001 et représentent le total du budget de cet exercice ainsi que tout montant reporté.
5. Pour plus de détails sur les résultats par pays, veuillez vous reporter au CD-ROM annexé au Rapport annuel 2002.

Tableau 4-1 Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2001	Exercice 2000 (référence)
1. Total de l'APD japonaise (année civile, chiffres provisoires de l'exercice 2001, Europe centrale et orientale et nations émancipées comprises)	9,704 milliards de dollars (1 179 milliards de yens)	13,419 milliards de dollars (1 446, 5 milliards de yens)
2. Dépenses de coopération technique de la JICA (hors coûts administratifs)	160 milliards de yens	157,2 milliards de yens
3. Pays et régions bénéficiaires de l'aide	152 pays, 3 régions	154 pays, 4 régions
4. Participants à une formation technique (nouveaux)	21 024	17 513
5. Experts (nouveaux)	3 233	3 381
6. Membres de missions d'étude (nouveaux)	9 391	9 428
7. Volontaires JOCV (nouveaux)	1 137	1 370
8. Autres volontaires (nouveaux)	438	276
9. Projets de coopération technique de projet-type	237 (56 pays)	239 (58 pays)
10. Études de développement	234 (67 pays)	243 (79 pays)
11. Projets de coopération financière non remboursable	233 (82 pays)	249 (84 pays)
12. Équipes des JDR, fourniture d'aide humanitaire d'urgence	9 (9 pays)	10 (8 pays)

Remarques : 1. Ligne 1, les « nations émancipées » de l'aide sont au nombre de 11 : Brunei, République de Corée, Singapour, Hongkong, Macao, Israël, Qatar, Koweït, Libye, Émirats arabes unis et Chypre.

2. Ligne 3, exercice 2001, les « pays et régions bénéficiaires » comprennent les Territoires autonomes palestiniens, les îles Cook, Niue, Hongkong et Macao.

3. Ligne 9, les données pour la coopération technique de projet-type se réfèrent au contenu des procès-verbaux des discussions.

4. Ligne 10, les chiffres des études de développement concernent les projets pour lesquels ont été réalisées des études préparatoires ou de base, ou envoyées des missions chargées d'expliquer les rapports d'études etc.

5. Ligne 11, les chiffres de la coopération financière non remboursable se rapportent aux projets réalisés par la JICA, qui ont été approuvés par le Cabinet au cours de l'exercice 2001 et dont le protocole d'accord d'échange de notes était signé au 31 juillet 2002.

6. Ligne 12, les chiffres indiquent le nombre de catastrophes à la suite desquelles le Japon a procédé à l'envoi d'équipes des JDR et de matériels de secours d'urgence (lorsque la catastrophe est à l'échelle régionale, est mentionné le nombre de pays bénéficiaires de l'aide humanitaire japonaise.)

Nombre de Participants par Type et Programme de Coopération Technique

Tableau 4-2 Nombre de participants par type et programme de coopération technique

Type/Programme	Région							Total
	Asie	Moyen-Orient et Maghreb	Afrique	Amérique du Nord et Amérique latine	Océanie	Europe	Non Classé	
Participants à une formation technique	Stages techniques	4 143	687	1 106	1 277	250	264	7 727
	Stages avec partage des frais	18	5		16			39
	Stages pour les pays tiers	992	132	496	475	92	86	2 273
	Stages dans le pays	7 652		780	420	90		8 942
	Stages aux frais des bénéficiaires	3						3
	Stages spéciaux par l'intermédiaire d'organisations Internationales	14	15		3			32
	Stages sur la coopération pour le développement	21			6			27
	Stages pour les émigrés japonais				74			74
	Programme d'invitation de jeunes adultes	1 465	24	123	47	89		1 748
	Stages pour les descendants d'émigrés japonais				159			159
Total	14 308	863	2 505	2 477	521	350	21 024	
Experts	Experts Individuels de la coopération technique	744	77	79	192	27	46	1 165
	Experts du programme d'habilitation communautaire	4		5				9
	Experts de pays tiers	33	3	14	68			118
	Experts de la formation technique outre-mer	81	9	9	27	4	2	132
	Experts auprès d'organisations Internationales	3	1			1		5
	Experts de la coopération technique de projet-type	1 064	164	150	290	11	10	1 689
	Experts de la coopération pour le développement	30						30
	Experts de la coopération financière non remboursable			1	1			2
	Experts des secours Internationaux d'urgence		3					3
	Experts de la promotion de l'efficacité de l'aide	37	5	15	18	3	2	80
Total	1 996	262	273	596	46	60	3 233	
Membres de missions d'aide	Formation technique	117	13	12	27	14	3	195
	Coopération technique outre-mer	291	16	35	58	29	21	476
	Études de développement	2 150	282	591	531	11	47	3 629
	Études sur la planification du développement outre-mer	823	14	108	153		31	1 129
	Études de base sur la coopération pour le développement des ressources	42	27	19	65	13		166
	Études sur la coopération pour le développement agricole et forestier outre-mer			18				18
	Coopération technique de projet-type	669	86	114	196	30	28	1 136
	Bien-être des experts	11	6	7	8	2		54
	Recrutement et formation d'experts	3			2		1	6
	Coopération financière non remboursable	755	75	423	160	28	44	1 499
	Aide au développement	49			16			65
	JOCV	63	4	32	61	12	13	199
	Programme d'émigration				4			10
	Secours Internationaux d'urgence	16		4	3	4	4	31
	Promotion de l'efficacité de l'aide	339	56	113	182	14	55	774
Total	5 328	579	1 476	1 466	157	247	9 391	
JOCV	Volontaires	288	61	247	285	107	45	1 033
	Volontaires JOCV seniors	31	6	27	25	10	2	101
	Coordinateurs				2		1	3
	Total	319	67	274	312	117	48	1 137
Autres volontaires	Volontaires seniors	146	42	6	105	38		337
	Volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger				23			23
	Volontaires des Nations unies	3		4	7	2		16
	Jeunes volontaires pour le développement des communautés japonaises à l'étranger				62			62
Total	149	42	10	197	40		438	
Total général	22 100	1 816	4 538	5 048	361	705	198	35 223

Nombre de Participants aux Programmes de Coopération Technique par Région

Tableau 4-3 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 1 Asie

Type de coopération	Secteur	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
			Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radio/son	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants à une formation technique	Nouveaux	14 308	630	3 857	422	260	306	365	1 052	72	139	96	70	535	233	446	72	4 303	20	1 232	170	28	
	En formation	520	35	31	5	26	10	7	106	9	4	15	5	25	9	19		112	7	87	8		
	Total	14 828	665	3 888	427	286	316	372	1 158	81	143	111	75	560	242	465	72	4 415	27	1 319	178	28	
Experts	Court terme	Nouveaux	1 622	38	310	42	113	84	68	129	58	60	33	42	88	29	35	7	144	4	310	21	7
		En poste	139	3	12	7	11	10	3	13	3	1	6	2	7	1	2		31		26		1
		Total	1 761	41	322	49	124	94	71	142	61	61	39	44	95	30	37	7	175	4	336	21	8
	Long terme	Nouveaux	374	33	48	6	21	25	8	44	18	35	6	14	19	5	9	2	32		37	1	11
		En poste	888	69	92	13	57	54	21	147	38	54	21	17	43	26	12	4	60	2	103	24	31
		Total	1 262	102	140	19	78	79	29	191	56	89	27	31	62	31	21	6	92	2	140	25	42
Total	Nouveaux	1 996	71	358	48	134	109	76	173	76	95	39	56	107	34	44	9	176	4	347	22	18	
	En poste	1 027	72	104	20	68	64	24	160	41	55	27	19	50	27	14	4	91	2	129	24	32	
	Total	3 023	143	462	68	202	173	100	333	117	150	66	75	157	61	58	13	267	6	476	46	50	
Membres de missions d'aide	Nouveaux	5 328	240	662	445	688	487	116	422	41	179	43	98	270	372	27	30	363	39	358	97	351	
	En mission	191	26	7	26	33	22		27		19	4	6					4	1	8		8	
	Total	5 519	266	669	471	721	509	116	449	41	198	47	104	270	372	27	30	367	40	366	97	359	
JOCV	Nouveaux	319		47	2		14	2	22	9	2	2		19		1	2	96	26	66	1	8	
	En poste	699		97	2		14	4	75	23	18	10	1	71		1	3	200	48	128		4	
	Total	1 018		144	4		28	6	97	32	20	12	1	90		2	5	296	74	194	1	12	
Autres volontaires	Nouveaux	149		21	5	6	6	2	15			5		32	3	12		12	9	7	4	10	
	En poste	143		9	3	4	9	4	18	1	1	2	1	29		19	2	15	8	8	5	5	
	Total	292		30	8	10	15	6	33	1	1	7	1	61	3	31	2	27	17	15	9	15	

Tableau 4-4 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 2 Moyen-Orient et Maghreb

Type de coopération	Secteur	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
			Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radio/son	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants à une formation technique	Nouveaux	863	18	159	49	70	36	29	42	6	3	25	13	96	49	38	26	82	17	95	10		
	En formation	92	2	19		11	6		10	2		5		5	7	3		2	2	18			
	Total	955	20	178	49	81	42	29	52	8	3	30	13	101	56	41	26	84	19	113	10		
Experts	Court terme	Nouveaux	214	2	22	16	10	10	1	28	2	3	14	5	15	8	5		19	3	48	3	
		En poste	24		4	3				4	1	1			1		1		3		3	2	1
		Total	238	2	26	19	10	10	1	32	3	4	14	5	16	8	6		22	3	51	5	1
	Long terme	Nouveaux	48	5	6	2	3	1	1	4			4	1	2		2		12		3		2
		En poste	136	5	10	8	4	2		17	4		16	5	10	6	2	2	22		20	2	1
		Total	184	10	16	10	7	3	1	21	4		20	6	12	6	4	2	34		23	2	3
Total	Nouveaux	262	7	28	18	13	11	2	32	2	3	18	6	17	8	7		31	3	51	3	2	
	En poste	160	5	14	11	4	2		21	5	1	16	5	11	6	3	2	25		23	4	2	
	Total	422	12	42	29	17	13	2	53	7	4	34	11	28	14	10	2	56	3	74	7	4	
Membres de missions d'aide	Nouveaux	579	7	28	46	130	83	3	42	2	7	28	54	14	16	7	4	32	2	38		36	
	En mission	24				9	10							5									
	Total	603	7	28	46	139	93	3	42	2	7	28	54	19	16	7	4	32	2	38		36	
JOCV	Nouveaux	67		10			5		3			1	1					14	16	9			
	En poste	180		32			7		4	2		2		15				2	48	33	32	2	1
	Total	247		42			12		7	2		3		22				3	62	49	41	2	1
Autres volontaires	Nouveaux	42		9	1		3		1			1		15		6	1	4				1	
	En poste	35		7			2		1			3		6	2	1		3	2	3		2	
	Total	77		16	1	2	4	3	4			1		21	2	7	1	7	2	3		3	

Tableau 4-5 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 3 Afrique

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et Industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres	
		Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Elevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Energie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture
Participants à une formation technique	Nouveaux	2 505	60	335	38	91	87	81	357	68	41	57	8	43	17	74	15	684	7	414	28
	En formation	167	6	16		2	6	8	38	27		8	2	1	1	1		17	2	32	
	Total	2 672	66	351	38	93	93	89	395	95	41	65	10	44	18	75	15	701	9	446	28
Experts	Court terme	Nouveaux	189	11	13	8	4	4	3	21	2	5	11		6			40	5	2	5
		En poste	26	2	4			1	1	1	2		1					8		3	1
		Total	215	13	17	8	4	5	4	22	4	5	12		6	2		48	5	5	6
Long terme	Nouveaux	84	12	4	2	1			9		7	7						15		22	5
	En poste	225	24	6	5	7	3	5	33	3	14	23	1	2	1	1	1	34	2	39	21
	Total	309	36	10	7	8	3	5	42	3	21	30	1	2	1	1	1	49	2	61	26
Total	Nouveaux	273	23	17	8	5	4	3	30	2	12	18		6				55	7	2	10
	En poste	251	26	10	5	7	4	6	34	5	14	24	1	2	3	1	1	42	2	42	22
	Total	524	49	27	13	12	8	9	64	7	26	42	1	8	3	1	1	97	2	120	32
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 476	59	5	111	97	79	37	247		37	151	19	37	85		39	194		171	99
	En mission	82			20	5	1		10			10						28		11	2
	Total	1 558	59	5	131	102	80	37	257		37	161	19	37	85		39	217		182	101
JOCY	Nouveaux	274		43	1		5		53	5	7	3	1	15		1	1	77	21	30	4
	En poste	665		91	2	1	30	3	87	10	7	5	1	79		2	4	193	47	97	4
	Total	939		134	3	1	35	3	140	15	14	8	2	94		3	5	270	68	127	8
Autres volontaires	Nouveaux	10					1							3				3		1	
	En poste	7					1		2									1		2	1
	Total	17					2		2					3				4		3	1

Tableau 4-6 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 4 Amérique du Nord et Amérique latine

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et Industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
		Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Elevage	Forêt	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Energie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Participants à une formation technique	Nouveaux	2 477	33	354	107	92	84	91	191	150	57	99	43	139	39	141	20	264	22	489	42	
	En formation	189	1	15		8	4	2	26	9	2	5	2	20	3	21		19	13	39		
	Total	2 666	34	369	107	100	88	93	217	159	59	104	45	159	42	162	20	283	35	528	42	
Experts	Court terme	Nouveaux	486	12	54	12	29	17	6	59	39	23	36	24	35	1	13	1	28	1	93	6
		En poste	49	2	4		3			12	3	1	5		6		1		3		9	
		Total	535	14	58	12	32	17	6	71	42	24	40	24	41	1	14	1	29	1	102	6
Long terme	Nouveaux	110	19	2					27	10	11	7	2	4		5		3		19	1	
	En poste	303	25	25	2	7	2	1	80	27	19	21	13	22		2		18	1	36	2	
	Total	413	44	27	2	7	2	1	107	37	30	28	15	26		7		21	1	55	3	
Total	Nouveaux	596	31	56	12	29	17	6	86	49	34	42	26	39	1	18	1	29	1	112	6	
	En poste	352	27	29	2	10	2	1	92	30	20	26	13	28		3		21	1	45	2	
	Total	948	58	85	14	39	19	7	178	79	54	68	39	67	1	21	1	50	2	157	8	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 466	73	73	78	69	142		169	12	101	83	146	82	69	4	33	30	4	127	15	
	En mission	59	6	4			2		10		11							4		11	11	
	Total	1 525	79	77	78	69	144		179	12	112	83	146	82	69	4	33	34	4	138	15	
JOCY	Nouveaux	312		50	2		9		43	9	1	2		21		1		72	35	60	1	
	En poste	703		84	3	2	16	2	108	22	18	13		53		3	1	166	51	144	9	
	Total	1 015		134	5	2	25	2	151	31	19	15		74		4	1	238	86	204	10	
Autres volontaires	Nouveaux	197		14	6	4	5		13	2		1	1	21	1	3		71	10	9	11	
	En poste	252		21	2	1	3	1	20	2	2	1	1	15	1	2		121	8	12	13	
	Total	449		35	8	5	8	1	33	4	2	2	2	36	2	5		192	18	21	24	

Partie IV

Chapitre 1 Les Résultats des Programmes en Quelques Chiffres

Tableau 4-7 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 5 Océanie

Type de coopération		Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres
			Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines			
Engagements à long terme	Nouveaux	521	6	84	3	37	18	31	10	1	3	123	3	9	7	11	11	115	2	34	13
	En formation	32	5			2		11			8							5		1	
	Total	553	11	84	3	37	20	31	21	1	3	131	3	9	7	11	11	120	2	35	13
Court terme	Nouveaux	37	2	7	6			2		8	4			2	1		1		4		
	En poste	4	2							1	1										
	Total	41	4	7	6			2		9	5			2	1		1		4		
Long terme	Nouveaux	9	1	1						1	1			1	1		1		1	1	
	En poste	25	2	5	3		1	1		1	7			2			1		1		1
	Total	34	3	6	3		1	1		1	8			3			2		2	1	1
Total	Nouveaux	46	1	3	7	6		2		8	5	1		3	1	1	2		5	1	
	En poste	29	2	7	3		1	1		2	8			2			1		1		1
	Total	75	3	10	7	9		1	3		10	13	1		5	1	1	3		6	1
Membres de missions d'audit	Nouveaux	157	9	8	1	7	10		1	4	14	13		3			31		24	4	28
	En mission	7				2													5		
	Total	164	9	8	1	7	12		1	4	14	13		3			31		29	4	28
JOCV	Nouveaux	117	15			11		6	3	1	3		4			1	48	7	18		
	En poste	265	41	1		14	2	25	5	3	6		14			3	100	12	38		1
	Total	382	56	1		25	2	31	8	4	9		18			4	148	19	56		1
Autres volontaires	Nouveaux	40	4	1	2	9	2	2	1				9		1	1	2		5		1
	En poste	21	3	1	1	1		1			1		2				7	2	1		1
	Total	61	7	2	3	10	2	3	1		1		11		1	1	9	2	6		2

Tableau 4-8 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 6 Europe

Type de coopération		Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, foresterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres
			Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Télécommunications et radiodiffusion	Agriculture	Élevage	Foresterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines			
Engagements à long terme	Nouveaux	350	31	76	3	24	3	3	17	4	1		3	8	17	103	3	23	5	22	4
	En formation	17				1			5	1					1				1	8	
	Total	367	31	76	3	25	3	3	22	5	1		3	8	18	103	3	23	6	30	4
Court terme	Nouveaux	49	6	10			1		5	5	2		3	2	2	7		5			1
	En poste	8	3							2				2		1					
	Total	57	6	13			1		5	7	2		3	4	2	8		5			1
Long terme	Nouveaux	11	1	4	1				1				1		2						
	En poste	27	5	7	1	1			5						7						
	Total	38	6	11	2	1			1	5			1		9						
Total	Nouveaux	60	7	14	1		1		6	5	2	1	3	3	2	9		5			1
	En poste	35	5	10	1	1			6	7				2	8						1
	Total	95	12	24	2	1	1		12	12	2	1	3	5	2	17		5			2
Membres de missions d'audit	Nouveaux	247	22	17	27	19	9		24	5			24	11		2	1		13	4	69
	En mission	4			3													1			
	Total	251	22	17	30	19	9		24	5			24	11		2	2		13	4	69
JOCV	Nouveaux	48	7					1		2			2					30	1	4	1
	En poste	115	26	1					1	2			3					69	4	9	1
	Total	163	33	1					1	4			5					99	5	13	2
Autres volontaires	Nouveaux																				
	En poste																				
	Total																				

Tableau 4-9 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 7 Non classé

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, forçsterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres	
		Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Maintenance municipales et ruralisation	Agriculture	Elevage	Forçsterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Energie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture
Nouveaux	En formation																				
	Total																				
Court terme	Nouveaux																				
	En poste																				
	Total																				
Long terme	Nouveaux																				
	En poste																				
	Total																				
Total	Nouveaux																				
	En poste																				
	Total																				
Missions de planification	Nouveaux	138	11	21		1		1									3		17	14	67
	En mission	4																			4
	Total	142	11	21		1		1									3		17	14	71
ADCI	Nouveaux																				
	En poste																				
	Total																				
Autres volontaires	Nouveaux																				
	En poste																				
	Total																				

Tableau 4-10 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région / 8 Organisations Internationales (Total)

Type de coopération	Nombre total de personnes	Planification et administration		Travaux et services publics				Agriculture, forçsterie et pêche				Mines et industrie		Commerce et tourisme		Ressources humaines		Santé publique et médecine	Bien-être	Autres		
		Planification du développement	Administration publique	Travaux publics	Transports	Infrastructures sociales	Maintenance municipales et ruralisation	Agriculture	Elevage	Forçsterie	Pêche	Mines	Industrie manufacturière	Energie	Commerce	Tourisme	Ressources humaines				Sciences et culture	
Nouveaux	En formation	21 024	778	4 865	622	574	534	600	1 669	301	244	400	140	830	362	813	147	5 471	73	2 286	267	48
	Total	1 017	49	81	5	48	28	17	196	48	6	41	9	51	21	44		165	25	185	8	
	Total	22 041	827	4 946	627	622	562	617	1 865	349	250	441	149	881	383	857	147	5 626	98	2 471	275	48
Court terme	Nouveaux	2 597	69	411	83	162	116	78	244	106	101	97	74	146	42	61	8	235	8	511	32	13
	En poste	250	7	29	10	14	11	4	30	11	4	13	2	16	3	5		45		41	2	3
	Total	2 847	76	440	93	176	127	82	274	117	105	110	76	162	45	66	8	280	8	552	34	16
Long terme	Nouveaux	636	71	65	11	25	26	9	85	28	53	26	18	26	6	18	3	63		82	2	19
	En poste	1 604	130	145	29	79	61	28	278	77	88	88	36	77	35	24	7	135	5	199	26	57
	Total	2 240	201	210	40	104	87	37	363	105	141	114	54	103	41	42	10	198	5	281	28	76
Total	Nouveaux	3 233	140	476	94	187	142	87	329	134	154	123	92	172	48	79	11	298	8	593	34	32
	En poste	1 854	137	174	39	93	72	32	308	88	92	101	38	93	38	29	7	180	5	240	28	60
	Total	5 087	277	650	133	280	214	119	637	222	246	224	130	265	86	108	18	478	13	833	62	92
Missions de planification	Nouveaux	9 391	421	793	729	1 010	811	156	906	60	328	322	330	427	556	38	108	654	45	748	143	806
	En mission	371	32	11	49	47	37		47		30	14	6	5				32	1	35		25
	Total	9 762	453	804	778	1 057	848	156	953	60	358	336	336	432	556	38	108	686	46	783	143	831
ADCI	Nouveaux	1 137		172	5		44	2	128	26	14	11	1	68		3	5	337	106	187	7	21
	En poste	2 627		371	9	3	81	11	299	62	48	36	2	235		6	13	776	195	448	16	16
	Total	3 764		543	14	3	125	13	427	88	62	47	3	303		9	18	1 113	301	635	23	37
Autres volontaires	Nouveaux	436		48	13	12	24	4	31	3		7	1	80	4	24	2	92	19	22	15	37
	En poste	458		40	6	8	15	8	44	3	3	4	2	52	3	22	2	147	22	24	18	35
	Total	896		88	19	20	39	12	75	6	3	11	3	132	7	46	4	239	41	46	33	72

Résultats de la Coopération Technique de la JICA et de l'APD Japonaise par Pays

Tableau 4-11 Résultats de la coopération technique de la JICA et de l'APD japonaise par pays / 1 Asie

Pays	APD du Japon (Jan - déc. 2001)			Coopération technique de la JICA (exercice 2001)												Coopération technique de projet-type (nombre de projets)	Etudes de développement (nombre d'études)			
	Coopération financière non remboursable (en millions de dollars)	Coopération technique (en millions de dollars)	Prêt aux gouvernements (en millions de dollars)	Dépenses de coopération technique (en centaines de millions de yen)	Type								Formation d'équipements (en millions de yen)							
					Stagiaires		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV			Aides volontaires						
Nouv.		En cours		Nouv.		En cours		Nouv.		En cours		Nouv.		En cours						
Arménie	2.94	1.03	1.10	2001	P	20	1	2	1	42										
				D	45 097		4 040		97 017											
				Total cumulé	P	86		14		98										
Azerbaïdjan	6.86	6.23	87.69	2001	P	31	2			43										
				D	56 223		83		513 410											
				Total cumulé	P	113		4		214										
Bangladesh	169.22	32.77	-76.65	2001	P	250	27	41	32	115	4	37	46							
				D	418 218		665 778		615 976		380 177									
				Total cumulé	P	3 919		969		2 642		792								
Bhoutan	7.42	4.38		2001	P	66	2	7	3	6		20	28	8						
				D	106 646		81 464		8 391		218 564		34 850							
				Total cumulé	P	693		46		372		189		8						
Brunei		0,10		2001	P	7														
				D	638															
				Total cumulé	P	1 178		114		237										
Cambodge	79.89	39.53	0,21	2001	P	1 770	14	105	66	265	12	20	30	15						
				D	526 670		1 497 761		1 582 692		243 940		96 177							
				Total cumulé	P	3 909		711		1 672		148		16						
Chine	23.02	274.85	386.57	2001	P	1 491	51	235	85	539	19	39	74							
				D	1 555 998		2 313 777		1 939 162		565 598									
				Total cumulé	P	12 654		4 654		11 631		466								
Corée (République)		66,19	-145,15	2001	P	97				9										
				D	81 923		12		1 883											
				Total cumulé	P	6 176		1 626		1 040										
Géorgie	6,47	1,73	7,13	2001	P	28				2	25									
				D	39 774		38 501		173 258											
				Total cumulé	P	115		9		87										
Inde	5,32	15,49	505,52	2001	P	266	7	21	9	67	4									
				D	308 296		258 792		356 458											
				Total cumulé	P	3 969		567		1 531		131								
Indonésie	45,16	117,68	697,64	2001	P	4 131	99	366	194	712	24	39	64	43	41					
				D	2 380 434		4 040 777		2 765 404		490 701		589 172							
				Total cumulé	P	27 852		8 192		16 496		381		89						
Kazakhstan	5,80	12,34	24,57	2001	P	68	2	39	4	56	1									
				D	138 241		271 958		239 770											
				Total cumulé	P	355		83		692										
Kirghizistan	9,41	2,39	11,45	2001	P	70		3	1	13		3	6							
				D	122 923		25 475		21 517		44 512									
				Total cumulé	P	350		21		343		9								
Laos	36,37	39,12	-0,31	2001	P	447	21	145	70	278	3	18	47	19	17					
				D	600 678		1 567 795		1 415 724		290 650		239 324							
				Total cumulé	P	2 603		816		2 089		461		37						
Malaisie	0,51	50,64	-39,6	2001	P	554	60	102	50	223	1	13	48	10	21					
				D	1 107 542		1 070 364		760 265		233 138		223 772							
				Total cumulé	P	11 643		2 214		5 821		1 109		28						

P : Personnes, D : Dépenses (en milliers de yen)

Pays	APD du Japon (jan.-déc. 2001)			Coopération technique de la JICA (exercice 2001)														
	Coopération financière non remboursable (en millions de dollars)	Coopération technique (en millions de dollars)	Prêts aux gouvernements (en millions de dollars)	Dépenses de coopération technique (en millions de yens)	Stagiaires		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV		Autres volontaires		Fourniture d'équipements (en millions de yens)	Coopération technique de niche (type nombre de projets)	Études de développement (nombre d'études)	
					Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours				
Maldives	7,67	1,73		2001	P	27	2			13	6	22			2,04			
				D	51 786			33 965	133 083									
				Total cumulé	P	507		37	245	173						168,98		5
Mongolie	44,03	23,28	12,94	2001	P	126	6	46	18	191	2	16	49	6	3	211,59	1	1
				D	294 865		423 676	630 853	317 381	39 953								
				Total cumulé	P	1 092		423	1 916	139	9					1 843,97	4	32
Myanmar	33,64	26,82	9,12	2001	P	237	16	57	25	422	14				298,11	1	2	
				D	477 970		609 945	1 931 215										
				Total cumulé	P	2 575		950	2 043							6 076,06	17	32
Népal	49,72	18,96	15,10	2001	P	128	10	43	24	131	4	14	36	5	7	129,25		4
				D	255 926		541 647	555 531	254 747	99 925								
				Cumulative Total	P	2 954		1 253	2 722	768	14					6 757,96	19	51
Ouzbékistan	10,19	7,25	13,30	2001	P	109	1	46	8	35	5	7	10	3		186,87		
				D	174 251		288 579	58 661	89 193	3 190								
				Total cumulé	P	444		154	454	17	3					272,02	1	6
Pakistan	48,14	10,99	159,55	2001	P	166	11	15	18	60		11	23	2		53,69		
				D	344 301		204 147	104 790	159 365	6 619								
				Total cumulé	P	3 646		783	2 437	64	2					2 907,43	9	45
Philippines	66,75	83,60	146,77	2001	P	995	41	184	140	501	16	24	70			785,41		6
				D	1 214 402		2 591 266	2 128 077	472 410									
				Total cumulé	P	14 230		4 008	11 333	1 172						21 931,92	54	211
Singapour		2,08		2001	P	2		13	3	23					6,26			
				D	61		30 581	5 081										
				Total cumulé	P	4 770		1 182	742							3 630,25	8	15
Sri Lanka	19,61	31,58	133,46	2001	P	330	18	39	28	175	12	20	58			225,00		2
				D	601 429		467 687	1 380 360	308 319									
				Total cumulé	P	5 279		1 016	2 893	552						6 269,63	21	62
Tadjikistan	3,07	1,53		2001	P	99	2											
				D	187 123													
				Total cumulé	P	419												
Thaïlande	2,50	89,76	116,97	2001	P	1 158	70	207	113	460	17	19	59	31	44	1 192,94	2	3
				D	1 403 607		2 220 814	1 213 382	344 896	521 307								
				Total cumulé	P	23 854		7 042	11 901	420	75					36 568,35	92	204
Timor oriental	0,33	8,55		2001	P	53		3	1	95	15							
				D	36 412		136 107	409 695										
				Total cumulé	P	135		6	171							1,86		4
Turkménistan		0,34	16,08	2001	P	25												
				D	35 797													
				Total cumulé	P	186			27									
Vietnam	51,58	84,75	321,25	2001	P	1 540	57	274	100	513	32	13	29	4		1 203,67	2	4
				D	1 545 794		2 831 346	2 067 998	217 383	23 207								
				Total cumulé	P	6 105		1 230	4 581	66	4					5 772,42	21	75

P : Personnes, D : Dépenses (en milliers de yens)

Tableau 4-12 Résultats de la coopération technique de la JICA et de l'APD japonaise par pays / 2 Moyen-Orient et Maghreb

Pays	APD du Japon (Jan. - déc. 2001)			Coopération technique de la JICA (exercice 2001)															
	Coopération financée et remboursée (en millions de dollars)	Coopération technique (en millions de dollars)	Prêt aux gouvernements (en millions de dollars)	Dépenses de coopération technique (en centaines de millions de yens)	Type														
					Stagiaires		Experts		Membres de missions d'étude		JOCV		Autres volontaires		Fournisseurs d'équipements (en millions de yens)	Coopération technique de projet (type (nombre de projets))	Etudes de développement (nombre d'études)		
2001	2001	2001	2001	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.	En cours	Nouv.				En cours	
Afghanistan	0,55	0,03		2001	P			3		12									
				D					130		39 721								
				Total cumulé	23,36	P		437				124		105					
Algérie	0,18	0,70	-5,00	2001	P	14	4											9,73	
				D			39 580												
				Total cumulé	45,72	P		394		159		250							
Arabie saoudite		7,41		2001	P	78	3	32	14	14	5							426,83	1
				D		182 471		353 253		61 495									
				Total cumulé	171,59	P		1 537		721		850							
Bahreïn		0,72		2001	P	11	2											0,02	
				D		16 317		37 182											
				Total cumulé	12,82	P		205		30		5							
Égypte	41,49	23,48	-11,92	2001	P	171	9	56	38	115	2	3	34					211,81	1
				D		473 376		742 134		518 059		163 979							
				Total cumulé	478,82	P		4 289		1 408		3 253		51					
Émirats arabes unis		0,07		2001	P														
				D						89									
				Total cumulé	37,22	P		182		141		243							
Iran	0,89	12,01	22,05	2001	P	64	7	26	10	73	2							36,50	1
				D		185 472		248 132		321 821									
				Total cumulé	146,99	P		2 104		493		895							
Iraq		0,02		2001	P														
				D															
				Total cumulé	45,39	P		1 074		102		197							
Israël		0,53		2001	P														
				D															
				Total cumulé	0,45	P		27		2		32							
Jordanie	49,10	14,73	-21,19	2001	P	72	1	28	21	53	8	20	37	27	33			62,04	
				D		149 132		474 366		149 390		252 103		419 550					
				Total cumulé	204,75	P		965		345		1 175		229		64			
Koweït		0,08		2001	P														
				D															
				Total cumulé	9,35	P		205		35									

P : Personnes, D : Dépenses (en milliers de yens)

Pays	APD du Japon (jan. - déc. 2001)			Coopération technique de la JICA (exercice 2001)												Coopération technique de l'APD (en millions de dollars)	Etudes de développement (nombre d'ét.)		
	Coopération financière non remboursable (en millions de dollars)	Coopération technique (en millions de dollars)	Pris aux gouvernements (en millions de dollars)	Dépenses de coopération technique (en centaines de millions de yens)	Type						Fourniture d'équipements (en millions de yens)								
					Stagiaires		Experts		Membres de missions d'étude					JOCY				Autres volontaires	
Nouv.		En cours		Nouv.		En cours		Nouv.		En cours		Nouv.		En cours					
Liban	0,85	1,29	5,26	2001	P	13	1			18									
				D	22 427		41	83 174											
				Total cumulé	P	120		15	57								7,48		
Libye		0,19		2001	P	2													
				D	5 427														
				Total cumulé	P	55		10	16								0,13		
Maroc	15,00	14,60	71,95	2001	P	53	6	27	13	87		21	43	5					
				D	141 724		347 015	429 382	300 045	40 271						89,66			1
				Total cumulé	P	707		267	1 356			668		5			2 499,71		
Oman	4,16	5,89		2001	P	31	3			6	31								
				D	59 689		110 259	233 568								14,78			
				Total cumulé	P	393		141	1 058								456,93		
Palestine	18,52	3,08		2001	P	88	22												
				D	191 053														
				Total cumulé	P	617		2	154								0,03		
Qatar		0,02		2001	P														
				D															
				Total cumulé	P	115		37	33								22,99		
Soudan	0,22	0,48		2001	P														
				D															
				Total cumulé	P	717		99	402			8					591,13		
Syrie	24,07	13,13	-56,60	2001	P	70	8	11	8	77		14	50	4					
				D	173 845		176 813	560 671	340 282	10 208						16,47			
				Total cumulé	P	833		240	1 075			355		4			2 832,00		
Tunisie	4,04	13,38	70,68	2001	P	50	6	26	18	10		9	16	6					
				D	146 052		358 187	157 024	124 813	22 968						217,03			
				Total cumulé	P	604		184	839			248		6			2 260,93		
Turquie	0,37	20,53	-85,56	2001	P	111	17	45	27	63	7								
				D	423 501		699 167	334 694								444,67			1
				Total cumulé	P	2 367		917	1 688								6 087,38		
Yémen	18,43	2,33	-15,82	2001	P	20	1	7	2	8									
				D	44 355		60 274	23 047								150,21			
				Total cumulé	P	341		153	448			30					1 285,62		
				D	832 204		2 121 845		2 013 861		217 416								

P : Personnes, D : Dépenses (en milliers de yens)